

PNUD

République du Sénégal
Un Peuple – Un But – Une Foi

MEF - MFASSN

**Formulation du Document d'Appui au
Programme de lutte contre la pauvreté
dans le cadre du DSRP
(DAP-PNUD)**

OFFRE TECHNIQUE

7 octobre 2002



Cabinet EMAP. Sarl « Etudes et Management de Projets »
G – 22 Rond Point Jet d'Eau Sicap Liberté 3
BP 22474 Dk Ponty. Email : emap@sentoo.sn Téléphone & fax : (221) 864 01 03
RC : 99.B.633 NINEA : 1929572 2C2

SOMMAIRE

1. Contexte de la mission	4
1.1 Contexte général de la mission	4
1.1.1 Les Evolutions économiques et sociales passées	4
1.1.2 Les Perspectives économiques et sociales à l'horizon 2003-2007	6
1.2 Contexte spécifique de la mission	8
2. Objectifs de la mission	10
3- Méthodologie	10
3.1 Diagnostic du contexte de la formulation du nouveau programme de lutte contre la pauvreté	10
3.2 Formulation de la stratégie de lutte contre la pauvreté dans le cadre de l'assistance du PNUD	12
4. Planning d'intervention de la mission	15
5. Résultats de la mission	16
5.1 Résultats directs de la mission	16
5.2 Résultats indirects de la mission	16
Composition de la mission	17
Curriculum vitae du superviseur de l'équipe de la mission	19
Curriculum vitae du chef de mission	26
Curriculum vitae du spécialiste en micro-réalisations	31
Curriculum vitae du spécialiste en développement local et en administration publique	41
Curriculum vitae du spécialiste de la communication et du développement à la base	45
Curriculum vitae de l'équipe d'appui technique direct	47
Curriculum vitae du spécialiste des systèmes d'informations	47
Curriculum vitae du spécialiste de la micro-entreprise en milieu rural	50
Curriculum vitae du spécialiste en économies de l'environnement et genre	53
Références professionnelles du cabinet EMAP	55
Effectifs du cabinet par catégorie	58
Domaines de compétences du cabinet EMAP	58
Domaines couverts par les publications des collaborateurs internes	59
Curriculum vitae résumé des membres du cabinet	64
Quelques réalisations récentes du cabinet et ou de ses membres	72

1. CONTEXTE DE LA MISSION

1.1. Contexte général de la mission

1.1.1. Les évolutions économiques et sociales passées

Depuis l'indépendance, se référant aux stratégies de développements des années 60, le Sénégal, à l'instar d'un grand nombre de pays africains au sud du Sahara, avait privilégié la création d'une capacité industrielle de substitution aux importations et de transformation pour l'exportation des produits agricoles et miniers, spécialement l'arachide et le phosphate. L'objectif premier de cette stratégie était de garantir l'autonomie économique nationale. Elle était au centre de la planification économique qui conférait ainsi à l'Etat la légitimité de son intervention dans le domaine du secteur industriel. Une telle politique, parce que nécessitant l'érection d'obstacles protecteurs pour couvrir les coûts initiaux élevés de la production et d'assurer la rentabilité des industries, fût donc très coûteuse pour un petit pays comme le Sénégal et a très peu profité aux industriels locaux alors très peu nombreux.

L'inversion de la conjoncture économique mondiale s'est traduite à partir de la fin des années 70, pour le Sénégal, par la perte des pouvoirs d'achat des exportations et une montée rapide de l'endettement, au moment où l'économie sénégalaise était encore éprouvée par la sécheresse. Reconnaisant la nécessité de mettre en œuvre des réformes, le Sénégal mit en place dès 1980 un Plan à moyen terme de Redressement économique et financier (PREF). Devant la détérioration continue de la balance des paiements, ce programme fut suivi par un autre qui se combinait avec sa logique, le Programme d'Ajustement à moyen et long Termes (PAMLT).

Si dès 1990 il apparût que le Sénégal avait accompli des progrès en matière de stabilisation à court terme¹, il faut cependant reconnaître que les politiques d'ajustement n'ont pas produit les réformes structurelles requises pour accroître la compétitivité du Sénégal, stimulant ainsi l'emploi et la croissance. Nombre de rigidités sont demeurées inchangées. Les coûts d'exploitation sont restés élevés, confinant ainsi les produits sénégalais et les perspectives d'exploitation et de création d'emplois dans le pays dans une situation de répulsion à l'égard des marchés mondiaux.

Confronté à une situation de crise économique profonde résultant de la récession économique internationale, de la crise structurelle des secteurs clés d'exportation et de l'augmentation du déficit budgétaire, le Sénégal entreprit des réformes qui aboutirent, en septembre 1993, à la mise en place du Plan d'Urgence Economique² (PUE). Ce plan était présenté comme une alternative à la dévaluation du franc CFA qui interviendra finalement en janvier 1994.

A travers la dévaluation du franc CFA de 1994, le Sénégal a initié la mise en œuvre d'une stratégie globale visant à renforcer la compétitivité globale du pays (promotion du secteur productif, mise en place d'un environnement favorable à l'investissement

¹ Le déficit budgétaire a été réduit de 56,9% entre 1984 et 1990, soit un taux de -13,1% en moyenne par an sur la même période. Le déficit public est passé ainsi de 6,6% du PIB en 1985 à 1,9% en 1990.

² Le PUE est plus connu sous le nom *Plan Sakho-Loum*, le ministre de l'Economie, des Finances et du Plan et le ministre délégué auprès de celui-ci chargé du Budget, les deux initiateurs et défenseurs acharnés du PUE.

devra mettre en place de manière soutenue, une politique économique et sociale permettant de relever significativement ses performances socio-économiques.

Cette amélioration du cadre macro-économique dans un contexte de croissance faiblement redistributrice et pauvreté massive a conduit le Gouvernement à revoir ses stratégies de développement au cours de la seconde moitié de la décennie 90. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la préparation du Programme élargi de Lutte contre la Pauvreté. Ce programme visait à permettre un meilleur accès aux ressources économiques (emploi, crédit, formation professionnelle...) et aux services sociaux de base (santé, éducation, sécurité alimentaire) dans un cadre de bonne Gouvernance. Mais ces stratégies sectorielles de lutte contre la pauvreté ont eu de faibles résultats car elles étaient souvent limités à quelques projets ciblant les pauvres au lieu d'avoir une portée globale susceptible de faire converger les politiques publiques en faveur de la réduction de la pauvreté (amélioration de la quantité et de la qualité des dépenses sociales, levée des blocages freinant l'épanouissement des initiatives locales, plus grande transparence dans la gestion publique, meilleure participation des population...). Toutefois, le consensus enregistré ces dernières années au niveau de la communauté internationale sur la problématique de la lutte contre la pauvreté a conduit le Gouvernement à formuler en 2001 un Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP) à la suite de son éligibilité à l'Initiative PPTTE renforcée. Le Gouvernement a également adopté en 2002 un Programme national de bonne gouvernance.

1.1.2. Les Perspectives économiques et sociales à l'horizon 2003-2007

Pour réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2015, l'Etat mettra en oeuvre de manière soutenue, une politique économique et sociale permettant de placer le pays sur un sentier de développement humain durable. A cette fin, le Sénégal a initié en 2000, après l'adoption de son document intérimaire, un processus participatif de préparation d'une stratégie de réduction de la pauvreté fondée sur une croissance accompagnée d'une redistribution des opportunités et des revenus et la satisfaction des besoins de base des populations pauvres. Le consensus autour de cette stratégie met l'accent sur la nécessité d'une mobilisation des décideurs politiques, des acteurs nationaux et des partenaires au développement pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion à travers l'établissement d'un lien plus étroit entre la réduction de la pauvreté, le progrès économique et le renforcement des capacités.

La stratégie de réduction de la pauvreté adoptée par le Sénégal s'intègre harmonieusement dans la vision du NEPAD et des orientations stratégiques identifiées dans le cadre des travaux préparatoires du dixième Plan de Développement Economique et Social (PDES) du pays à adopter pour la période 2002-2007.

La vision du NEPAD s'appuie sur l'engagement des dirigeants africains à développer des règles et des institutions orientées vers le renforcement de la gouvernance locale, nationale, régionale et mondiale, des étapes à relever le défi général de la compétitivité né de la mondialisation : les barrières non tarifaires tombent, celles tarifaires baissent, le périmètre des systèmes de préférence se rétrécit et une forme de partenariat basée sur la réciprocité a succédé à Cotonou, à la Convention de

Lomé. En prolongeant le pari de l'intégration régionale et continentale, le NEPAD mise sur le relèvement des capacités de l'Afrique à affronter la concurrence et sur l'ouverture des grands marchés d'exportation aux produits africains.

Les travaux réalisés au Sénégal dans le cadre de l'élaboration des documents relatifs au NEPAD, au Xième Plan et à la stratégie de réduction de la pauvreté ont permis d'articuler entre elles les orientations fondamentales suivantes :

- réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015 par la poursuite, notamment des sept objectifs internationaux en matière de développement durable, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation ;
- promouvoir la bonne gouvernance, l'Etat de droit, la paix et la prévention des conflits ;
- développer l'agriculture ;
- accélérer la mise en place des infrastructures de base afin d'élargir l'accès pour tous aux services sociaux de base pour une meilleure valorisation du capital humain ;
- renforcer le développement local par l'approfondissement de la décentralisation et de la bonne gouvernance ;
- accroître les investissements et renforcer la compétitivité du système productif, notamment par la mise en place d'infrastructures adéquates d'appui à la production ;
- poursuivre le renforcement de la dynamique d'intégration sous-régionale et de la coopération internationale ;
- promouvoir l'information pour le développement et le renforcement des capacités par les nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- poursuivre la gestion rationnelle des ressources naturelles et de l'environnement pour un développement durable ;
- tenir compte et valoriser la culture ;
- élargir l'accès aux marchés des grands pays industrialisés ;
- renforcer la prise en charge des groupes vulnérables en améliorant leurs capacités productives et réduire les disparités de genre.

En appui aux politiques et stratégies qui seront mises en application suivant ces différents axes, il sera recherché une meilleure maîtrise des tendances démographiques défavorables, conformément à la Déclaration de Politique de Population renouvelée en juillet 2001. De même, la culture de la paix, de la tolérance et de la solidarité doit demeurer une valeur cardinale de la société sénégalaise afin de prévenir la marginalisation des minorités au sein de chaque communauté de base.

Dans cette optique, la conception, l'exécution et le suivi évaluation des programmes seront basés sur une approche transversale qui reconnaît et intègre les spécificités de genre en vue d'améliorer l'impact des interventions et d'assurer l'équité. La prise en compte des différents rôles des hommes et des femmes, les disparités entre sexes en ce qui concerne le contrôle et l'accès aux ressources, ainsi que les différences qui en résultent au niveau des contraintes, besoins et priorités serviront de principe d'orientation à toutes les composantes des stratégies retenues pour organiser efficacement la lutte contre la pauvreté et l'épanouissement social.

Au plan spatial, cette approche transversale s'inscrit dans la démarche de proximité qui conduit la dynamique de décentralisation et de développement local. Le processus de décentralisation a connu plusieurs étapes à l'issue desquelles certaines compétences ont été transférées, même si leur exercice se heurte à plusieurs difficultés parmi lesquelles un manque notable de capacités. En effet, les différentes évaluations ont mis en exergue : (i) le manque notoire de moyens dont disposent les collectivités locales pour faire face aux exigences et compétences qui leur sont transférées ; (ii) la non fonctionnalité des organes d'appui et (iii) la mauvaise compréhension du sens de la décentralisation. A moyen et long termes, l'Etat devra bâtir un cadre global destiné à améliorer le développement local, la gestion financière et administrative des collectivités locales tout en améliorant les moyens humains, la programmation et le financement des infrastructures et des équipements et en assurant la participation à la base en vue d'approfondir la démocratie.

L'Etat s'attachera à poursuivre et approfondir la décentralisation, notamment en assurant un appui pour le développement institutionnel en vue de la promotion d'une véritable administration locale. Des dispositions seront prises en ce qui concerne le système de la fiscalité locale en vue de permettre aux collectivités locales de dégager suffisamment de moyens pour le financement d'investissements publics locaux. Les compétences des collectivités locales seront renforcées et élargies tout en procédant à un découpage territorial plus rationnel, permettant de constituer des entités plus viables sur le plan administratif et financier.

1.2. Contexte spécifique de la mission

Conçu en appui au Programme National de Lutte contre la Pauvreté (PNLP) et adopté en décembre 1997 par le Gouvernement sénégalais, le Programme Elargi de Lutte contre la Pauvreté (PELCP) s'articulait autour de cinq sous programmes : (1) l'amélioration des revenus des populations ; (2) l'amélioration des conditions de vie des populations ; (3) l'aménagement et la gestion de l'espace rural dans une dynamique d'échanges ville-campagne ; (4) la promotion économique des femmes, (5) la mise en place d'une capacité de coordination et de pilotage du Programme National de Lutte contre la pauvreté.

L'appui du PNUD s'est initialement fait à deux niveaux. Au niveau du pilotage d'abord : le PELCP vise ici à promouvoir le cadre de concertation, de décision et de suivi-évaluation défini dans le programme national. Au niveau opérationnel ensuite : le PELCP devait appuyer le gouvernement par des actions d'appui ciblées dans les quatre régions de concentration retenues (Tambacounda, Diourbel, Saint-Louis et périphérie de Dakar) sur les zones rurales et les quartiers péri-urbains les plus démunis.

Les axes privilégiés retenus pour l'intervention du programme dans les zones retenues étaient les suivants (i) la formation et le développement de la micro-entreprise, (ii) l'élaboration de programmes locaux de développement, (iii) le développement communautaire autour de projets susceptibles d'améliorer les conditions de vie dans une logique de prise en charge collective, (iv) le renforcement des capacités des acteurs locaux, (iv) la mobilisation des ressources.

Du 28 avril au 23 mai 2000, une mission d'évaluation en profondeur commanditée par le PNUD et le Gouvernement a procédé à l'évaluation du PELCP en se prononçant sur la pertinence du PELCP au regard des priorités actuelles en matière de lutte contre la pauvreté, du nouveau Cadre de Résultats Stratégiques, l'avantage comparatif du PNUD ainsi que la performance et les succès du programme.

Les conclusions de la mission avaient abouti à :

- la re-formulation du DAP
- la prolongation du programme
- des ajustement du cadre institutionnel du programme national
- des ajustements du dispositif de gestion du PELCP
- la limitation du champ géographique d'intervention du PELCP
- la régionalisation des sous programmes et la constitution d'antennes régionales
- le renforcement de la coordination technique
- la participation plus accrue des bénéficiaires à la gestion du programme
- une amélioration des procédures d'exécution
- le renforcement du partenariat
- la ré-affectation des ressources

Ce n'est qu'en 2001 que les antennes seront mises en place. En sus il fut retenu une phase intérimaire de 6 mois entre janvier et juin 2002, suite à la revue interne du PELCP de novembre 2001 entreprise par le PNUD et le Gouvernement. Le programme sera finalement clôturé le 30 juin 2002. Présentement, le PNUD et le Gouvernement ont mis en place une assistance préparatoire de 3 mois pour assurer le suivi technique et maintenir les acquis en attendant la formulation du nouveau DAP et donc la formulation de l'assistance du PNUD dans le cadre du CCP 2002-2004.

En même temps, le Gouvernement a finalisé le DSRP depuis 2001 (document provisoire disponible) après une formulation dominée par un processus largement participatif même si la concertation et la sensibilisation continuent notamment sur les modalités de mise en oeuvre.

Le DSRP constitue le cadre de référence du Gouvernement en matière de lutte contre la pauvreté et de formulation de politique économique pour la croissance. Il s'appuie sur des programmes existants et met l'accent sur les résultats qui procèdent de choix d'objectifs pertinents, mesurables et directement liés à la réduction de la pauvreté. Le DSRP est un outil de coordination pour impulser le partenariat entre les acteurs, un instrument opérationnel de mobilisation des ressources et de recentrage des actions de développement de l'Etat autour d'objectifs clairement définis, assortis d'indicateurs de performance et d'impact, un cadre pour un développement communautaire efficace.

L'articulation entre le DSRP et l'assistance du PNUD est devenue possible du fait de l'amélioration de la lisibilité sur la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et du partage des rôles entre les bailleurs de fonds. En effet, tous les projets d'envergure en matière de lutte contre la pauvreté sont actuellement en début d'exécution voire en exécution avancée et le cadre institutionnel de mise en oeuvre de ces projets et programme est devenu moins complexe.

2. OBJECTIFS DE LA MISSION

Les objectifs de la mission sont de :

- identifier et analyser les actions de lutte contre la pauvreté en cours et celles envisagées par le gouvernement, les donateurs, les agences du SNU, les ONG et OCB
- établir la matrice de l'assistance dans le domaine de la lutte contre la pauvreté
- 8) - identifier les axes de l'appui du PNUD en ce qui concerne le pilotage de la mise en œuvre du DSRP,
- indiquer les actions pertinentes à soutenir par l'assistance du PNUD tant au niveau national que local
- indiquer les types et modes de partenariat entre donateurs potentiels
- proposer un cadre institutionnel de mise en œuvre de l'appui du PNUD et le mode d'intervention du PNUD
- définir les axes et un plan de communication dans le cadre du CCP 2002-2004 et du CRS du futur DAP
- formuler un descriptif du DAP selon le format du PNUD

3. METHODOLOGIE

Deux niveaux sont à mettre en évidence dans l'exposé de la méthodologie : il s'agit pour le premier niveau du diagnostic qui devrait conduire à la mise en évidence des problèmes et aux différentes réponses jusque là apportées à ces problèmes par le Gouvernement et ses partenaires au développement. Concernant le second niveau, il s'agit de proposer des réponses nouvelles ou pas forcément mais qui accordent le maximum de chances de réussite au nouveau programme car ayant tenu compte des leçons du passé mais aussi des exigences actuelles et futures.

3.1 Diagnostic du contexte de la formulation du nouveau programme de lutte contre la pauvreté

Le diagnostic devrait procéder d'une série d'analyses partielles dont les conclusions pourraient influencer dans la connaissance de la problématique des capacités. Ainsi, pour mener à terme ce diagnostic, différents préalables sont à prendre en compte de façon systématique :

X La prise en compte du cadre de référence de la lutte contre la pauvreté tel qu'il découle du DSRP de façon à mettre en évidence les caractéristiques de l'axe stratégique mais aussi de l'axe opérationnel.

Cette analyse exhaustive du cadre de référence doit permettre un balayage systématique de toutes les actions et programmes fonctions impliquées dans la lutte contre la pauvreté ; du pilotage stratégique à la gestion opérationnelle et courante de la pauvreté. Seront ainsi touchées, l'AFDS, l'ADM, l'AGETIP, le PRN et le PNIR financés par la BM, le PNIR le projet BAD de lutte contre la pauvreté, les projets du FENU (PADMIR et FDL), les projets de l'Union européenne destinés à la promotion

de la gestion locale (PADELU, PADDEL...), les projets de la GTZ et de la KFW en cours de mutation vers la lutte contre la pauvreté, les résultats du PELCP financé par le PNUD... Des priorités seront à ce moment dégagées et permettront d'approfondir les actions jugées essentielles.

Le diagnostic ne sera pas uniquement interne. Il sera également externe. En effet, la lutte contre la pauvreté peut être positivement ou négativement affectée par un ensemble de conditions et de facteurs extérieurs aux structures ou institutions qui assurent tout ou partie des missions en cause. Une analyse de l'environnement externe est de ce fait une nécessité pour compléter le diagnostic interne de la situation. Les politiques, le cadre institutionnel et les diverses actions de l'Etat ont-ils été de nature à compromettre les résultats ou à les consolider dans ce domaine ?

La réalisation de ce diagnostic sera fondée sur :

- une revue documentaire
- une collecte de données
- un traitement des données

- **La revue documentaire** va concerner les textes administratifs (décrets et arrêtés) créant et organisant les différentes structures ainsi que toutes les études apportant des éclairages sur ces structures notamment leurs missions, objectifs, plans d'actions, budgets etc. Les études portant sur la pauvreté seront particulièrement utiles du fait de leur exhaustivité. Les rapports du PELCP, les évaluations menées récemment dans le cadre de la revue à mi-parcours du programme mais aussi du cadre de coopération de pays (CCP) sont autant d'éléments nécessaires à la compréhension des actions passées et du cadre d'exécution de ces actions.

- **La collecte des données** complètera la revue documentaire et appréhendera l'environnement interne et externe des différentes structures. Ainsi sera-t-il nécessaire de procéder à des interviews de responsables de structures fondés sur un guide d'entretien. Les entretiens vont aussi concerner la société civile très active dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre du DSRP mais aussi les bailleurs de fonds qui soutiennent le gouvernement dans ce processus.

Dans le cadre de cette collecte, des sorties seront organisées dans les régions où étaient implantées les anciennes antennes du PELCP ainsi que d'autres régions où interviennent des projets du FENU ou d'autres projets similaires pour une vue exhaustive des bonnes pratiques en matière de lutte contre la pauvreté. Le planning de sorties sera discuté avec le commanditaire.

- **Le traitement des données** issues du diagnostic procèdera des exigences de l'approche telle que décrite en introduction au diagnostic (approche fonctionnelle). Un mixage des informations sera opéré de façon à identifier et à systématiser les dominantes du diagnostic de la situation. L'équipe d'appui direct de la mission aidera à faciliter cette systématisation.

3.2 Formulation de la stratégie de lutte contre la pauvreté dans le cadre de l'assistance du PNUD

La stratégie de lutte contre la pauvreté telle qu'elle doit découler du diagnostic (évaluation de la situation actuelle) sera fondée sur une vision large du développement économique et social du Sénégal telle qu'elle est admise dans le cadre du DSRP et sur les besoins et nécessités qu'implique cette vision.

Sur la base de la stratégie globale, la mission procédera au montage du cadre logique du programme de lutte contre la pauvreté. Le programme auquel la mission aboutira aura l'allure d'un document de programme et comportera, outre les résultats du diagnostic, les éléments ci-après (sachant que le plan définitif du document sera arrêté par la mission et approuvée par le comité de pilotage) :

La mise en place des activités :

Elle renvoie à la planification stratégique du programme. Cette partie sera essentiellement alimentée par les propositions des experts de la mission.

Une approche modulaire permettra de mettre en évidence les domaines à appuyer et leur coût (cf. budget infra).

Le pilotage du programme :

Le pilotage du programme renvoie au cadre institutionnel donc au dispositif de gestion du programme en élaboration. La construction du cadre de pilotage et de gestion du programme doit être liée à la nature des activités à réaliser et donc naturellement à la planification stratégique du programme. Des objectifs, résultats et activités ainsi que de la stratégie du programme dépend le dispositif de pilotage du programme.

L'approche stratégique :

De façon générale et en rapport avec les leçons du passé, l'on constate que tous les programmes en vigueur au Sénégal accordent une place particulière à certaines modalités ou principes directeurs. Ces principes sont le faire-faire, la transparence, l'équité, la participation, la souplesse et la synergie. Ces principes peuvent se regrouper en trois dimensions ou catégories importantes :

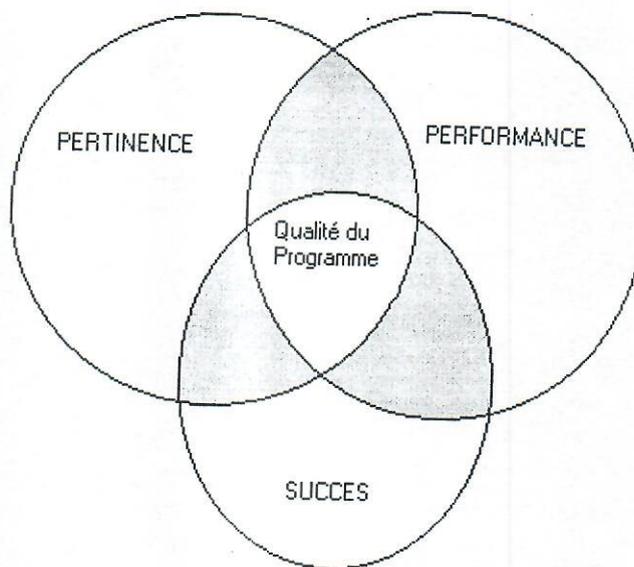
- l'approche programme qui est un processus par lequel un gouvernement réalise des programmes nationaux de manière cohérente, coordonnée, participative et viable à long terme
- l'exécution nationale qui consiste à responsabiliser les structures pérennes de l'administration mais aussi de la société civile
- la sous-traitance qui consiste à faire appel aux prestataires quand ils sont les plus indiqués et les plus efficaces dans la réalisation des activités.

Les procédures d'exécution et de suivi-évaluation du programme :

Ainsi, la mission va inscrire ses recommandations dans le sens des trois dimensions fondamentales dans l'exercice du suivi et de l'évaluation.

En effet, tout suivi ou et toute évaluation visent à mettre en évidence la pertinence, la performance et le succès. Ces trois dimensions doivent être combinées voire analysées de façon conjointe pour fournir une base solide aux recommandations et enseignements tirés de l'expérience et d'assurer ainsi la qualité d'un programme en cause ou en phase d'élaboration.

Schéma simplifié des objectifs du suivi et de l'évaluation



1 La **pertinence** qui est le degré dans lequel les objectifs du projet du programme demeurent valides ou appropriés conformément au document de projet ou aux modifications apportées de façon concertée ou pas. L'analyse de la pertinence doit se faire en rapport avec le problème de développement visé par le projet ou le programme, les groupes cibles visés par la projet ou le programme et les bénéficiaires directs.

X L'analyse de la **performance** consiste à considérer les progrès réalisés par le programme ou le projet au plan des objectifs. Les critères susceptibles d'être mis en avant sont l'efficacité, l'efficience et la ponctualité.

- l'efficacité est liée à la mesure de l'atteinte par un projet ou un programme des objectifs immédiats ou des produits souhaités
- l'efficience est liée à la transformation des intrants en produits
- la ponctualité est liée à la production des intrants, produits ou résultats dans les délais

Le succès procède de l'impact, de la durabilité et du renforcement des capacités. L'impact représente les changements intervenus dans une situation planifiée ou non, positifs ou négatifs, qu'introduit un programme ou un projet.

En statique, **la durabilité** se réfère au flux continu, pour le même groupe cible, des mêmes avantages que ceux produits par le programme ou le projet achevé. En dynamique, **la durabilité** se réfère à l'utilisation par les groupes cibles ou par d'autres l'utilisation des résultats d'un projet ou d'un programme dans un contexte différent et à l'adaptation desdits résultats à ce contexte.

Ainsi, l'impact et la durabilité sont autant d'éléments qui pourront être identifiés et mesurés à l'occasion de l'évaluation.

Le budget du Programme.

Le budget qui sera calculé mettra en évidence le coût des activités et des mesures d'accompagnement. Ces coûts seront annualisés et seront ventilés sur toute la durée de vie du programme. La durée de vie sera déterminée dans l'étude et justifiée.

La définition des axes et de l'esquisse du plan de communication dans le cadre du CCP 2002-2004 et du CRS du futur DAP

Il faut rappeler que le cadre de résultats stratégiques (CRS) constitue un nouvel instrument de programmation du PNUD qui met l'accent sur les résultats. Le CRS doit permettre aux acteurs impliqués de disposer d'un tableau de bord avec un système d'indicateurs permettant de vérifier objectivement les résultats obtenus dans le cadre des programmes.

Il faut également rappeler que le cadre de coopération de pays (CCP) est un document qui précise le mandat du PNUD et les orientations stratégiques et les objectifs de l'assistance du PNUD durant la période en question.

Les axes du plan de communication à définir devraient avoir comme objectif de faciliter la lisibilité des actions issues de l'assistance du PNUD et des agences mais aussi les modalités d'une meilleure circulation de l'information entre acteurs intervenant dans le même domaine : la lutte contre la pauvreté. La méthodologie à adopter repose sur une démarche articulée autour de la détermination des objectifs d plan, la stratégie, la définition des cibles et l'identification des moyens.

4. PLANNING D'INTERVENTION DE LA MISSION

Le planning d'intervention de la mission est résumé dans le tableau ci-dessous : il est donné en jours et n'intègre pas les délais de réaction du client.. (durée de l'étude 1 mois ...)

Jours	1 à 3	4 à 6	7 à 9	10 à 12	13 à 15	16 à 18	19 à 21	22 à 24	25 à 27	28 à 30
Phases										
Phase 1 : Information / Rencontre avec les acteurs clés du programme - PNUD pour confirmation du mandat - Tutelle technique et administrative du projet - Cellule de coordination (SP5) (Réunion de briefing avec comité de pilotage mission à la fin de la première semaine)										
Phase 2 : Collecte de données - Agences des NU - Administrations - Collectivités locales - Responsables d'antennes										
Phase 3 : Diagnostic et cadrage des propositions (réunion d'étape 15 jours après démarrage mission) -présentation des axes retenus										
Phase 4 : Elaboration des propositions - rencontre / comité de pilotage de la mission pour présentation du diagnostic et des propositions (débriefing de la mission 25 ème j.)										
Phase 5 : rédaction du document de programme Actualisation des axes du CCP Esquisse du plan de communication										

5. RESULTATS DE LA MISSION

5.1 Résultats directs de la mission

Le résultat principal de la mission sera un Document d'appui au Programme (DAP) de lutte contre la pauvreté ayant au moins le contenu suivant :

- diagnostic de la lutte contre la pauvreté
- programme d'actions pour la lutte contre la pauvreté présenté sous la forme d'un cadre logique complet
- dispositif de suivi évaluation
- budget du programme

En outre, la mission aura comme résultat

- la définition des axes du plan de communication dans le cadre du CRS du futur DAP et du CCP 202-2004

5.2. Résultats indirects

- Contribution au renforcement des capacités des agents de l'administration impliqués dans le processus (comité de pilotage et directions impliquées)
- Mise à niveau de la documentation sur les questions de lutte contre la pauvreté.

COMPOSITION DE LA MISSION

La mission est articulée autour d'un superviseur (**Amacodou NDIAYE**), d'un chef de mission (**Abdoulaye FALL**), d'une équipe d'experts composée de **Amidou DIALLO**, **Mamadou DIOUF**, **Mme Seynabou KOR TINE** et d'une équipe d'appui direct (**Babacar NDIR**, **Mamadou NDIAYE**, **Seynabou DIOUF NIASSE**). Toute cette équipe élargie s'appuie sur le staff du cabinet et pareille dispositif permet de disposer de compétences plus élargies et surtout pluridisciplinaires. En outre le caractère urgent de l'exercice requiert des réactions rapides et donc la sortie du produit dans un délai court. Pour atteindre ce résultat, le fait de pouvoir bénéficier d'un nombre important de ressources humaines est atout certain.

Le superviseur veillera à la conception et à la rédaction du document en liaison avec le chef de mission qui coordonnera l'équipe et sera présent tout au long des discussions avec le comité de pilotage de l'étude.

L'équipe d'appui direct est à la disposition du chef de mission. Elle sera notamment affectée à la collecte des données, à la réalisation de certains entretiens que le chef de mission jugera utiles pour la conduite de la mission. Chacun des membres de l'équipe aura en charge l'identification des objectifs, activités et résultats relatifs aux composantes qui leur sont confiées.

L'équipe d'appui indirect, articulé autour d'un spécialiste en planification sociale, d'un ingénieur agronome spécialiste des micro-réalisations et d'une économiste de l'environnement, veillera à la mise en cohérence du cadre logique auquel la mission parviendra.

Au besoin, toute l'équipe élargie peut être appelée à assister aux réunions jugées importantes par le chef de mission en liaison avec le superviseur.

Ce dispositif testé au sein du cabinet et mis sur pied pour la conduite de cette mission a permis la production résultats intéressants et dans des délais souvent courts (cf. réalisations du cabinet).

COMPOSITION DE LA MISSION	FONCTIONS DANS LA MISSION
Superviseur : Amacodou NDIAYE	Economiste spécialiste du renforcement des capacités et de la formulation des programmes et projets.
Chef de Mission : Abdoulaye FALL	Economiste-Planificateur
Expert : Amidou DIALLO	Economiste spécialiste en micro réalisations
Expert Mamadou DIOUF	Expert en décentralisation et en administration publique
Expert : Seynabou KOR	Spécialiste en communication et en développement à la base
EQUIPE d'APPUI DIRECT	
Expert : Babacar NDIR	Economiste spécialiste de la planification sociale
Expert : Mamadoou NDIAYE	Agronome spécialiste des micro-réalisations
Expert : Seynabou DIOUF NIASSE	Economiste de l'environnement

CURRICULUM VITAE DU SUPERVISEUR DE L'EQUIPE DE LA MISSION
EXPERT ECONOMISTE SPECIALISTE DU RENFORCEMENT DES CAPACITES

NOM : NDIAYE
Prénom : Amacodou
Date et Lieu de Naissance : 12/09/1956 à Dakar. Sénégal.
Situation de famille : Marié et père de deux (2) enfants
Langues : français (lu, parlé, écrit)
: anglais (lu, parlé : peu, écrit :peu)
Position actuelle : Directeur du Cabinet Etudes et Management de
Projets « EMAP.Sarl ». BP 22 474 Dakar Ponty

FORMATION ET GRADE UNIVERSITAIRE :

1985 : Docteur de 3 ème cycle en économie.
Spécialité : Economie rurale et agro-alimentaire.
Faculté de Droit et des Sciences Economiques de l'Université de
Montpellier I. FRANCE.

DOMAINES DE COMPETENCE :

- Economie rurale
- Economie agro-alimentaire
- Economie du développement
- Formulation des politiques sectorielles
- Formulation des projets et programmes
- Evaluation de projets et de programmes
- Planification économique et spatiale
- Renforcement des capacités
- Gestion des investissements publics
- Management des projets
- Financement du développement
- Formation

AUTRES CONNAISSANCES PRATIQUES :

Informatique :
Traitement de texte : WORKS, WP, WINWORD
Tableurs : LOTUS, QUATTRO, EXCEL
Evaluation de projets : EVA
Programmation et suivi des projets : SPP, BPR
Etudes juridiques :
Niveau année de Licence en Droit Public

STAGES PRATIQUES :

1981 : Stage de Maîtrise en administration rurale à la Division Financière de

- la Société d'Aménagement et d'Exploitation des terres du Delta (S.A.E.D).
Sujet : Le contrôle budgétaire.
- 1982/83 : Stage post-universitaire à l'Institut Agronomique Méditerranéen (I.A.M) de Montpellier. France.
Spécialités : Développement rural, gestion des entreprises agricoles, gestion des entreprises agro-alimentaires.
- 1984 : Stage à l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA) pour la préparation de ma thèse de Doctorat de 3^{ème} cycle.
zone étudiée : 3 communautés rurales du département de Bambey. Région de Diourbel.
- 1993 : Participation à la 5^{ème} Rencontre de Top Management.
Thème : Stratégies et management en période de crise.
 Organisateur : C.O.G.E.F.I. / Las Palmas. ESPAGNE
- 1996 : Stage au Centre International de Formation de Turin. OIT/Nations Unies. Italie.
Thème : Formation des Formateurs en Gestion du Développement : Renforcement des Capacités Nationales.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :

1986-1990 : MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION

Postes occupés :

- Expert national des projets ATPEF et PAGD (financement Banque Mondiale).
- Chef de la Cellule Primaire de la DPSE/P (agriculture, élevage, pêche, hydraulique rurale, hydraulique agricole, foresterie)
- Chef de la Division des Politiques Sectorielles et de l' Evaluation des Projets DPSE. (secteurs primaire, secondaire, tertiaire, quaternaire).

Activités menées :

- participation à la mise en place du cadre de l'évaluation des projets
- participation à la constitution des programmes triennaux d'investissements publics PTIP (1987/90, 1988/91, 1989/92).
- co-animateur de séminaires de mise à niveau des cadres du MPC et des ministères techniques, des entreprises publiques et des organismes de formation sur l'évaluation des projets par la méthode des effets. Saly Portudal du 15 au 19 avril 1987, Saly Portudal du 15 au 19 décembre 1987
- représentant du Ministre du Plan et de la Coopération aux travaux de la 39^{ème} session du Comité des Experts de la CEAO en matière de Développement Rural. Ouagadougou du 19 au 23 septembre 1988.
- rapporteur du groupe "développement rural", animateur des commissions de planification et membre du comité de rédaction du 8^{ème} plan de développement économique et social 1989-1995.
- représentant du Ministre du Plan et de la Coopération aux réunions préparatoires du 9^{ème} sommet des Chefs d'Etat du CILSS. Bissau 26 janvier au 9 février 1990. Rep. GUINEE BISSAU.(comité technique des experts, réunion des bailleurs de fonds, club du sahel).

- assistance technique aux ministères techniques pour la formulation des politiques sectorielles, des programmes et des projets.
- suivi-évaluation des politiques, programmes et projets.
- aide à la décision (notes de position à l'attention du DP et du MPC)

1990 : DELEGATION AU PLAN ET AUX POLITIQUES ECONOMIQUES

- co-animateur du séminaire de mise à niveau des chefs de Service Régionaux de la Planification et des cadres de la Direction de la Planification sur la préparation, l'évaluation, la programmation et le suivi des projets. Organisateur Projet SEN / 87010 PNUD.CESAG du 25 au 27 juillet 1990.
- intérim du Directeur de la Planification

1990-1992 : MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU PLAN

Postes occupés :

- Chef de la Division des Politiques Sectorielles et de l'Evaluation des Projets (DPSE)
- Conseiller technique du Directeur de la Planification

Activités menées :

- membre de la représentation du MEFP aux négociations du Programme d'Ajustement Sectoriel Agriculture (PASA) avec les bailleurs de fonds et aux concertations interministérielles.
- coordonnateur de l'évaluation des programmes triennaux d'investissements publics. PTIP 1990/93 et 1991/94
- coordonnateur des travaux de revue annuelle des programmes triennaux d'investissements publics avec la Banque Mondiale. PTIP 1990/93 et 1991/94. (cohérence des évaluations, cohérence du programme par rapport aux politiques sectorielles, impact des PTIP)
- membre de la commission nationale des experts de la Conférence des Ministres de l'Agriculture des pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Dakar du 14 au 20 mars 1991.
- assistance technique aux ministères techniques pour la formulation des politiques sectorielles, des programmes et des projets.
- suivi-évaluation des politiques, programmes et projets.
- aide à la décision (notes de position à l'attention du DP et du MEFP)

1992-1994 : SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET INDUSTRIEL DU SENEGAL (SODAGRI)

Postes occupés :

- Economiste-planificateur de la SODAGRI
- Chef du Département Etudes, Evaluation et Suivi

(DEES) de la Cellule d'Exécution du Projet Anambé (CEP).

Activités menées :

- analyse économiques des activités de la SODAGRI (étude des livraisons de viande, calcul économique des acteurs de la filière viande de la SODAGRI)
- élaboration de projets (Projet Agro-Pastoral Intégré PAPI phase 2)
- enquêtes socio-économiques et agronomiques pour le suivi-évaluation de l'exécution du projet Anambé.
- étude sur la tarification de l'eau à la SODAGRI (coût de l'eau).
- préparation et conduite de campagnes agricoles (budgets)
- conseil aux organisations de producteurs et aux producteurs individuels.
- gestion des sinistres : approche économique et financière de la couverture des sinistres.
- aide à la décision (notes à l'attention du DG)

1994-1997 : PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD).

Postes occupés :

- Expert national en analyse et programmation des investissements
- Coordonnateur général du Programme Cadre 3

Activités menées :

- assistance technique à la Direction de la Coopération Economique et Financière (DCEF) dans les domaines de la programmation des investissements, du suivi des investissements, du bilan de l'exécution des investissements.
- travaux sur la phase diagnostic et sur l'identification des axes stratégiques du Programme National de Renforcement des Capacités de Planification et de Gestion de l'Economie.
- préparation et suivi des consultations nationales et internationales.
- gestion administrative et financière du Programme Cadre (budget total du Programme 1.323.866 dollars US).
- coordination scientifique et technique des travaux des experts nationaux
- élaboration et présentation de programmes de travail annuels budgétisés au comité de pilotage du Programme Cadre.
- élaboration et présentation de rapports d'activités et de bilans d'exécution budgétaire au comité de pilotage du Programme Cadre.
- pilotage des consultations nationales et internationales (formation, gestion économique, outils de planification, banques de données...
- pilotage de la formulation du Programme National de Renforcement des Capacités de Planification et de Gestion de l'Economie.
- vulgarisation du Programme auprès des acteurs et partenaires (ateliers de concertation).

PUBLICATIONS ET CONSULTATIONS :

- 1981 : Mémoire de Maîtrise en Administration Economique et Sociale
option administration rurale « Le contrôle budgétaire à la SAED »
Université de Montpellier I. Fac Droit et Sciences Eco.
septembre 1981.
Auteur.
- 1982 : Mémoire de Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA)
Statut et gestion de la terre agricole au Sénégal. Faculté de Droit et
des Science Economiques. Université de Montpellier I. novembre
1982
Auteur.
- 1985 : Thèse de Doctorat de 3ème cycle
Statut foncier et gestion des terres agricoles au Sénégal. Faculté de
Droit et des Sciences Economiques. Université de Montpellier I. juillet
1985.
Auteur.
- 1989 : Guide d'évaluation des projets productifs au Sénégal.
Editions Karthala 1989
En collaboration
- 1990-91 : Logiciel d'évaluation des projets productifs "EVA". Evaluation
financière et évaluation économique par la méthode des effets
En collaboration.
- 1991 : Evaluation des besoins de formation en analyse des politiques
agricoles et alimentaires au Sénégal. "Contribution à la préparation
d'un projet régional de formation à l'analyse des politiques agricoles
et alimentaires en Afrique au sud du Sahara".
FAPAA/ FAO 1991.
En collaboration.
- 1992 : Elaboration et mise en oeuvre du Plan National d'Aménagement du
Territoire (PNAT)
Développement Rural Intégré : Agriculture et Foresterie
Auteur.
Contrat de consultation n°91-08-161 du 1/07/91
- 1993 : Elaboration et mise en oeuvre du Plan National d'Aménagement du
Territoire (PNAT)
Etude des secteurs économiques et socio-culturels.
Auteur.
Contrat de consultation n°93-17 du 10/02/93
- 1993 : Etude de factibilité du Projet Agro-Pastoral Intégré (PAPI) phase 2.
DEES. SODAGRI
Auteur.
: Valeur économique des enfants: incidence du revenu sur la fécondité.
SEN 89/PO1 Financement FNUAP
En collaboration.
- 1994 : Impact de la dévaluation sur le niveau de vie des ménages au
Sénégal.
Financement ACDI.
En collaboration.
- 1995 : Plan Directeur de Développement Intégré du Département de Thiès.
PREVINOBA
Financement FAO.

- En collaboration.
- 1996 : Programme National de Renforcement des Capacités de Planification et de Gestion de l'Economie (PNRCGE). novembre 1996. Programme Cadre III. SEN 92/015 PNUD.
Coordonnateur technique
- 1997 : Evaluation des projets . Editions ORBITER 1997
consultation ONUDI US/INT/87/285/11-55/J14101 du 3 juillet 1989.
En collaboration.
- 1998 : Evaluation financière des actions du Programme National de Lutte contre la Pauvreté au Sénégal (PNLPS). Tome1 Rapport principal, Tome2 annexes, Tome3 base de données et logiciel. Juin 1998
Coordonnateur technique de l'étude.
Contrat de consultation n°98-91-40620 du 06/03/1998. PNUD/OPS.
- 1998-99 : Formulation du Programme d'Appui du PNUD au Programme National de Gouvernance au Sénégal.
En collaboration.
- 1999 : Problématique de l'Investissement et mise en oeuvre du Plan National d'Aménagement du Territoire. Ministère de l'Economie des Finances et du Plan
loi d'orientation sur l'aménagement du territoire
Réorientation des investissements publics et privés (PTIP et visa de localisation)
institution du Fonds d'Impulsion de l'Aménagement du Territoire (FIAT)
modalités et contenu du Contrat-Plan Etat/Région et Etat/Commune
En collaboration (BCEP-PIN EMAP).
- 2000 : Evaluation à mi parcours du projet CT MEF –GTZ mars-avril 2000
Expert local
- Evaluation à mi parcours du programme de pays du PAM. Avril 2000
Programme de sécurité alimentaire
Programme de nutrition communautaire
Expert local
- Evaluation du Programme Elargi de Lutte contre la Pauvreté (PECLP)
Consultant national principal
- Evaluation du Cadre de Coopération de Pays PNUD-Sénégal mai-juin
Consultant national
- Coordonnateur de l'étude sur l'initiative 20-20 comme option stratégique de développement. Financement PNUD (PECLP) /UNICEF.
Octobre 2000 (finalisation)
Cabinet EMAP
- Suivi des projets du BCI 1999 « financement extérieur et intérieur »
Financement Ministère de l'Economie des Finances et du Plan / DCEF

Coordonnateur

Cabinet EMAP Septembre 2000

2000-2001 :

Evaluation de la situation de l'enfant et de la femme au Sénégal : UNICEF
Août – Décembre 2000

Expert national -Chef de mission.

Août 2000 à janvier 2001.

Consultant UNICEF Dakar sur les questions économiques 2001.

2001

Elaboration des Plans d'Aménagement et de Gestion de Terroirs Villageois
(PAGT) des communautés rurales de Keur Baka, Latmingué et Thiaré
« département de Kaolack »

Financement PAGERNA – GTZ

Coordination

2002

Formulation de la mise en œuvre du programme de nutrition
communautaire (PRN) financement banque mondiale

2002

Evaluation du programme de promotion des céréales locales (PPCL)
financement Union européenne Supervision

CURRICULUM VITAE DU CHEF DE MISSION

EXPERT MACRO ECONOMISTE

Prénom : **ABDOULAYE**
NOM : **FALL**

Date de lieu de naissance : le 18 Juin 1950 à Dakar

Situation de famille : Marié - 3 enfants

Expérience professionnelle : **22 ans**

Spécialité: **Economie du Développement**

FORMATION UNIVERSITAIRE ET POST UNIVERSITAIRE

- Diplôme d'Etudes Supérieures Bancaires et Financières COFEB/BCEAO DAKAR 1987 ;
- Diplôme du Cours Supérieur de Planification Economique /Ecole Centrale de Planification et de Statistiques , VARSOVIE 1979 ;
- Diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques, Section économique et financière, Université des Sciences Sociales, GRENoble 1978 ;

STAGES ET AUTRES FORMATIONS

- Stage en service à l'INSEE/Paris, juillet 1993 ;
- Diplôme de spécialité sur la modélisation macro-économique et macrofinancière. Institut International d'Administration Publique /PARIS, Mars/Avril 1992 ;
- Certificat sur la Gestion de l'Economie Nationale, Banque Mondiale/IDE ; COFEB/BCEAO NOV/DEC 1982 ;
- Certificat sur l'Intégration de la Variable Démographique dans le Plan de Développement : Research Triangle Institute, Washington, juillet 1984 ;

TRAVAUX UNIVERSITAIRES (mémoires)

- Financement intérieur des investissements et mouvements des capitaux : le cas du Sénégal. Dakar COFEB/BCEAO 1987 ;
- Préalables pour une politique de développement dans les pays sous-développés, VARSOVIE 1979 ;

PRINCIPAUX DOMAINES DE COMPETENCE

- Planification et développement
- Décentralisation et renforcement des capacités locales ;
- Management et évaluation des politiques et programmes de développement.

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

1998/2001 : Directeur de l'Aménagement du Territoire

- Impulsion de la mise en oeuvre du Plan National d'Aménagement du Territoire (PNAT);
- Coordination du processus de mise en place d'un mécanisme efficace en vue de promouvoir un développement local harmonieux; notamment à travers les Contrats plans Etat/Région;
- Participation active à la réforme administrative et territoriale en cours.
- Pilotage diverses études: problématique de l'investissement et aménagement du territoire, bonne gouvernance et développement local, etc.

1995/1998 : Directeur de la Planification des Ressources Humaines de Avril 1995 à Août 1998.

- Coordination de l'élaboration des politiques et programmes de population et des ressources humaines;
- Coordination de l'élaboration du programme d'actions et d'investissements prioritaires en matière de population et ressources humaines 1997-2001 et de l'élaboration du programme d'appui du FNUAP au Sénégal pour 1998-2001;
- Coordination avec l'appui du PNUD (PCIII) de la réalisation/publication et de la vulgarisation du Tableau de bord des indicateurs sociaux et du Modèle des Flux Scolaires.
- Pilotage de plusieurs études sur la famille, population et environnement , migration, disparités des revenus, etc.
- Président du Comité de Suivi (OUA/CEA/BAD) de la Déclaration Dakar Ngor sur la famille, la population et le développement durable et du Programme d'Action de Caire sur la population ;
- Rapporteur de la commission population ressources humaines et cadre de vie du IX^o Plan ;

- Président de la Commission Mécanismes de financement et cadre institutionnel du Programme National d'Actions pour la Femme, 18997/2001 ;

1991/1995 : Adjoint au Directeur de la Planification, Chef de la Division de la Planification Générale, au Ministère de l'Economie des Finances et du Plan (MEFP), /Arrêté MEFP Nov. 91.

- Coordination de l'élaboration des Perspectives Triennales qui chaque année servent de cadrage macro-économique au Programme Triennal d' Investissements Publics;
- Coordination des travaux d'élaboration du Programme National de Lutte contre la Pauvreté;
- Homologue de l'Expert International en macro-économie du PAI/BAD;
- "Point focal" du PNUD en développement humain..

1990/1991 Adjoint au Directeur de la Planification (Ministère du Plan et de la Coopération, Délégation au Plan et aux Politiques Economiques puis MEFP) /Arrêté MPC Fév. 90.

1987/1990 Responsable du Bureau des Etudes Financières, Direction de la Planification ;

- intérim Directeur planification (à partir dernier trimestre 1989)
- Rapporteur du groupe "Mobilisation des ressources" du VIII^e Plan ;

1983/1985 Conseiller en Ressources Humaines et en Organisation du Ministère du Plan ;

1983-1984 Chef de la Division des Ressources Humaines ;

1980/1983 : Chargé d'Etudes à la Direction de la Planification (Ministère du Plan et de la Coopération) ;

AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES

- Administrateur de la Société d'Aménagement de la Petite Côte (SAPCO) 1998/2001;
- Administrateur de la Société de Développement des Fibres Textiles (SODEFITEX) 1998/2001.
- Membre de la mission d'évaluation des trente ans de l'IDEP ;
- Chargé du cours de Planification à l'ENAM (3^e année 1993-1994 et 1994-1995);
- Chargé du cours de Comptabilité Nationale et Planification économique à l'Ecole d'Architecture et d'Urbanisme (5^e année) 1988-1989 ;
- Chargé du cours de planification à l'INDR (4^e année) 1988-1989

- Animation de séminaires sur les outils de planification ;
- Participation à divers conseils de perfectionnement/Administration
- Elaboration de divers documents sur les stratégies de développement, les investissements, la planification et la prospective.

PARTICIPATION A DES CONFERENCES/REUNIONS INTERNATIONALES

- Membre de la délégation sénégalaise au premier Congrès Mondial des Systèmes Productifs Locaux; DATAR/OCDE, Paris Janvier 2001;
- Chef de la délégation sénégalaise à la première réunion des Ministres des pays du CILSS chargés de la Population ; Rapporteur de la réunion des experts ; Ouagadougou, 1998 ;
- Chef de la délégation sénégalaise à la Commission Africaine sur la Population, Addis Abeba 1997 ;
- Membre du Comité Technique de Gestion du Centre d'Etudes et de Recherches du CILSS 1997/98
- Participation au Groupe Consultatif sur le Sénégal, Paris juillet 1995 ;
- Membre de la délégation sénégalaise à la 4ème Conférence internationale sur la femme, Beijing Septembre 95 ;
- Membre de la délégation sénégalaise à la quatrième réunion biennale de l'OIT des planificateurs africains de l'emploi; ACCRA décembre 1994;
- Participation au séminaire sur les stratégies nationales de développement, "Futurs Africains"/Harare , Novembre 1994 ;
- Participation au séminaire sur la planification par scénarios, "Futurs Africains"/Franceville 1994 ;
- Membre de la délégation sénégalaise à la réunion sur l'examen du Projet de Plan Triennal et des stratégies à long terme du CILSS/Ouagadougou, Décembre 1993 ;
- Chef de la Délégation sénégalaise à la réunion des Etats membres du Centre Multinational de Programmation et d'Exécution de Projets (MULPOC) pour l'Afrique de l'Ouest, Niamey 1991;
- Chef de la délégation sénégalaise à la conférence des Ministres chargés de la planification économique et du développement, Tripoli 1990 ;

DIVERS TRAVAUX : Réalisation/Pilotage

- Systèmes Productifs Locaux et Aménagement du Territoire : l'exemple du Sénégal; Avril 2001;

- La politique d' Aménagement du territoire au Sénégal. ; Actes du Colloque international sur la décentralisation et les finances locales, Novembre 1998 ;
-
- « Saisir l'avenir » : une nouvelle vision des problèmes démographiques ; article paru dans **Pop'Enjeux**, décembre 1997, repris par la Commission Indépendante sur la Population et la Qualité de Vie ;
- Politique de l'emploi au Sénégal : bilan et perspectives ; Communication, Accra 1994 ;
- Programme de consolidation et de relance économique des années 1990, DP/MEFP
- Analyse économique de la Balance des paiements DP/MPC 1989;
- Comptabilité nationale et modélisation macro-économique 1989.

AUTRES

Connaissance en informatique : LOTUS 123, Wordperfect , Framwork , environnement Windows.

EXPERT ECONOMISTE SPECIALISTE EN MICRO REALISATIONS

I - IDENTIFICATION

Nom : DIALLO
Prénoms : AMIDOU
Date et lieu de naissance : 12 août 1948 à Guinguinéo (Sénégal)
Nationalité : Sénégalaise
Langues : Anglais : lu, bonne compréhension, écrit moyen, peu parlé
Langues nationales (Pulaar – Ouolof – Bambara) : Parfaitement parlées

Titres : EXPERT-ECONOMISTE FINANCIER – CONSULTANT

Années d'Expérience : 25 ans (1977-2002)

Domaines de compétences : Etudes – Conseils – Assistance – Management

- ◆ Economie générale (Développement Rural – Industrie – Tourisme – Pêche)
- ◆ Etudes – Evaluation – Supervision – Suivi
- ◆ Encadrement – Conseil – Assistance
- ◆ Investissements – Projets – Programmes
- ◆ Micro-finance – Finance d'Entreprise – Banques / Financement – Encadrement et Gestion Crédit-
Requête
- ◆ Création et Développement d'Entreprises
- ◆ Questions de genre
- ◆ Insertion – Réinsertion – Emplois
- ◆ Entreprises – Organisations – PME/PMI – Micro-réalisations
 - Diagnostic – Restructuration – Redressement
 - Organisation – Gestion – Evaluation
 - Direction Administrative et Financière
 - Relations avec les Tiers (Clients – Fournisseurs – Banques – Administrations)
- ◆ Renforcement des capacités et Formation :
 - Formation Niveau Université – Institut – Ecoles Nationales Spécialisées
 - Formation à la base et dans les langues nationales maîtrisées

OUTILS INFORMATIQUES MAITRISES

- Word
- Excel
- Access
- Power Point
- Internet

II – ETUDES – FORMATION

- Juin 1969 Lycée Blaise Diagne de Dakar – Baccalauréat Série D
1969-1970 Université de Dakar – Faculté des Sciences – Département Physique chimie
1971-1976 Université de Dakar – Faculté des Sciences Juridiques et Economiques – Diplôme de Licence es Sciences Economique (ancien régime : 4 ans) – Option Economie Privée - Management
1977-1979 Université de Dakar – Faculté des Sciences Juridiques et Economiques (3^{ème} cycle) Diplôme d'Etudes Supérieures en Economie Option Gestion
(NB : le Diplôme de D.E.S. a été obtenu en cours d'activité professionnelle)

III – SEMINAIRES - STAGES

- 1976 Stage à la Société Nationale des Etudes de Développement (SONED)
Mémoire de fin d'Etudes de Licence es Sciences Economiques
1979 Stage à Dakar sur les questions de développement et les choix de stratégies industrielles
1984 Stage à Dakar sur le développement de la PME en Afrique
1985 Stage à la Banque Africaine de Développement à Abidjan sur le Management des Projets
1986 Stage à Dakar sur le Crédit et le Financement des Projets
1991 Stage à Ankara (Turquie) sur « l'Investissement, le Financement et le Management des Projets »
1999 Stage en Israël sur la Micro-Finance sur le thème « Organisation et Gestion Financière des Coopératives d'Epargne et de Crédit »

IV – EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- Dates : 1977 – 1983
Lieu et Société : Société Nationale des Etudes de Développement (SONED)
Poste occupé : Expert Economiste chargé d'Etudes au département des Etudes Générales et Enquêtes socio-économiques
Description : Interventions :
- Etude de faisabilité et d'Extension du Lycée des Jeunes Filles : John F. Kennedy par adjonction d'une filière technique. Etude du cas cohorte (promotion 1970-77) – Etude du marché de l'emploi et des prévisions d'insertion des futures diplômées
 - Etude de Recensement général des activités économiques du secteur moderne au Sénégal
 - Etude Réorganisation de la filière arachidière avec études économiques, financières et diagnostic (production, commercialisation et transformation) d'industries de transformation huilerie au Sénégal
 - Etude d'un plan d'action et Diagnostic du Secteur de la Pêche artisanale Etudes économique, financière et diagnostic des industries de la pêche au Sénégal
 - Etude Approvisionnement en granulats et exploitations des carrières et industries de Transformations au Sénégal
 - Etude d'Amélioration de la Condition Féminine dans la Région de Louga au Sénégal
 - Chef de Projet : « Etude sur les coefficients de charge des Entreprises de BTA au Sénégal »
 - Etude du plan de santé de la région de Louga et du département de Mbacké (Région de Diourbel)

- Etude du Développement Intégré de l'Elevage dans la zone sylvo-pastorale avec bilan diagnostique de la filière
- Etude de faisabilité et dossier de requête pour la zone de Ranerou

Dates : 1983 – 1989
 Lieu et Société : Société Financière Sénégalaise pour le Développement de l'Industrie et du Tourisme (SOFISEDIT), une banque de développement – Dakar, Sénégal
 Poste occupé : Economiste Financier – Analyste chargé de Projets
 Description : - Evaluation des dossiers de demande de financement adressés à la banque (élaboration d'un rapport destiné à l'organe de décision : comité de crédit ou conseil d'administration)
 - Suivi de la réalisation des conditions de mise en place des fonds et encadrement du crédit
 - Supervision de l'exécution des projets financés (supervision économique et financière)
 - Suivi de l'exploitation des projets (suivi économique et financier)
 - Elaboration des dossiers de demande de refinancement à adresser aux bailleurs de fonds

Dates : 1990 – 1992
 Lieu et Société : Société Nationale de Recouvrement (SNR) – Dakar, Sénégal
 Poste occupé : - Chargé de dossiers en Recouvrements contentieux, Relations avec les Avocats et huissiers
 - Représentation de la SNR dans les Conseils d'Administration (industrie, tourisme, pêche, PME)
 - Représentation de la SNR dans des réunions publiques notamment l'Administration et le Privé

Dates : 1992 – 1996
 Lieu et Société : Eagle International Air Space (Compagnie Privée d'Aviation)
 Poste occupé : - Directeur Administratif et Financier, puis
 - Directeur Général chargé de l'intérim en l'absence du DG

Dates : 1997 – 2002
 Lieu et Société : - Cabinet d'Etudes, de Conseil, d'Assistance et de Management (CECAM/AD)
 - Consultance en matière économique et financière (Activité de Consultant Indépendant)

Poste occupé : Directeur Général
 Dates : 2000 – 2001
 Lieu et Société : Micro-finance Consulting
 Une entreprise opérant dans le domaine spécialisé de la Consultance en Micro-finance
 Poste occupé : Directeur (cumulativement avec Direction CECAM/AD)
 Directeur du Cabinet « Experts Conseils Associés Sénégal » (ECA-SN/Sarl)

V – EXPERIENCE EN QUALITE DE CONSULTANT

STRUCTURES	DOMAINES D'INTERVENTION ET/OU DE COLLABORATION
5-1 Etat du Sénégal - Ministères - Directions - Services - Projets - Programmes	- Etudes sectorielles - Etudes d'Environnement –Diagnostic - Etudes spécifiques - Etudes de faisabilité - Séminaires – Ateliers

- Groupe de travail	
5-2 Organismes internationaux - PNUD/UNIFEM - USAID - Banque Mondiale - BIT - BCEAO	- Etudes - Evaluations - Interventions dans Programmes et Projets
5-3 Bureaux et Cabinets d'Etudes - ACA/Côte d'Ivoire (partenariat) - SONED/AFRIQUE - SENES - DAKAR CONSULTING GROUP	- Etudes de Développement - Etudes spécifiques - Assistance technique dans le cadre d'intervention - Collaboration – Appui dans des interventions - Elaboration de Dossiers de : ◦ Manifestation d'Intérêt ◦ Appel d'offre ◦ Groupement d'Intervention
5-4 ONG - SOSEFOD - ENDA-TM ET ENDA-GRAP - Union pour la Solidarité et l'Entraide (USE)	- Micro-finance (développement réseau Caisses – Evaluation Encadrement et Assistance) - Etudes Economiques Générales – Etudes sectorielles diagnostic d'Environnement – Diagnostic stratégique - Projets et Programmes - Séminaires / Ateliers - Renforcement des capacités – Formations - Notes – Requêtes de financement - Dossiers de Manifestation d'Intérêt et d'Appel d'Offre
5-5 Entreprises et Organisations Privées	- Direction Administrative et Financière - Plan de Restructurations et relances – Etudes spécifiques - Recouvrement - Relation avec les tiers : Fournisseurs (négociation) – clients (commercialisation / recouvrement) – Administration générale – impôts – inspection de travail – Banques – Organismes sociaux (Caisse de Sécurité Sociale – IPRES) – Guichet unique / APIX
5-6 PME/PMI et Micro Réalisations	- Etude – Conseil – Assistance – Encadrement / Direction Administrative et Financière - Diagnostic – Redressement – Organisation – Relance activités - Relations avec les Tiers : ◦ Administration générale – Impôt – Inspection du travail ◦ Banques ◦ Organismes sociaux (Caisse de Sécurité Sociale – IPRES) ◦ Guichet unique / API X ◦ Développement Esprit d'Entreprise

VI – ACTIVITES DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT

ET LA FORMATION ACADEMIQUE

1981-1982 Chargé de Cours d'Analyse des Projets Locaux de Développement à l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée (ENEA) du Sénégal

- 1983-1986 Assistant chargé de Travaux dirigés de Gestion Financière en Licence à la Faculté des Sciences Economiques de l'Université de Dakar
- 1990-1991 Chargé de Cours de Gestion Financière à l'ENSUT – Université Cheikh Anta Diop de Dakar
- 1997-1998 Chargé de cours d'Economie d'Entreprise à l'Ecole Supérieure Polytechnique - Université Cheikh Anta Diop de Dakar

VII – REPRESENTATIONS / AFFILIATIONS

- ◆ Représentant / Administrateur de l'Agence Sénégalaise du Cabinet « Expert Conseil Associés » (ECA) Société à responsabilité limitée établie en Côte d'Ivoire.
- ◆ Membre fondateur de l'Association Nationale des Ingénieurs Conseils Consultants au Sénégal (ANICS : créé en 1987)
- ◆ Membre de l'Organisation internationale pour la Réalisation des Droits Economiques Sociaux et Culturels (O.I.R.D.E.S.C.), membre du bureau de la section sénégalaise.

ANNEXE – CV

DETAIL EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

DETAIL ACTIVITES DE CONSULTANT

I – EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

- 1977-
1983 : Employé à la Société Nationale des Etudes de Développement (SONED)
Fonction : Expert Economiste chargé d'Etudes au Département des Etudes Générales et Enquêtes Socio-économiques – Interventions en qualité d'Economiste chargé d'Etudes
- 1977-
1978 : Etude de faisabilité du projet d'extension du lycée de jeunes filles John F. Kennedy par adjonction d'une filière technique pouvant recevoir les déperditions scolaires de fin du 1^{er} cycle de l'enseignement
Maître d'ouvrage : Ministère de l'Education Nationale - Financement : USAID
- 1977-
1978 : Etude d'un recensement général des activités économiques du secteur moderne au Sénégal et élaboration d'un premier T.E.I
Maître d'ouvrage : Ministère du Plan et de la Coopération - Financement : Budget d'équipement
- 1978-
1979 : Etude réorganisation de la campagne arachidière au Sénégal
Etudes économiques et financières et diagnostic des industries de transformation
Maître d'ouvrage : Ministère du Développement Rural - Financement : Budget d'Equipement
- 1979 : Etude d'un plan d'action pour la pêche au Sénégal – Diagnostic de la pêche artisanale

- : Etudes économiques et financières des industries de transformation
Maître d'ouvrage : Ministère du Plan et de la Coopération - Financement : Banque Mondiale
- 1980-1981 : Etude/approvisionnement en granulats et exploitation des carrières dans les régions du Cap-Vert et de Thiès - Etudes économiques et financières des industries d'exploitation
Maître d'ouvrage : Ministère de l'Equipement - Financement : Budget d'Equipement
- 1981-1982 : Etude/Amélioration de la condition féminine dans la région de Louga
Etudes économiques d'environnement et diagnostic socio-économique
Elaboration d'un fichier des avant-projets par filière et étude des contraintes à la mise en œuvre et réalisation des projets
Etude de faisabilité d'une vingtaine de projets et élaboration des dossiers de requête de financement –
Maître d'ouvrage : Secrétariat d'Etat à la Condition Féminine - Financement : Budget d'Equipement
- 1981 : Chef de projet « Etude sur les coefficients de charge des entreprises de BTP au Sénégal
Maître d'ouvrage : Ministère des Travaux Publics - Financement : Budget d'Equipement
- 1982-1983 : Etude du développement intégré de l'élevage dans la zone sylvo-pastorale au Sénégal pour le compte de la SODESP
- Bilan diagnostique de la filière de la naissance à la transformation
- Financement : requête de financement BADEA
- 1983-1990 : Employé à la Société Financière Sénégalaise pour le Développement de l'Industrie, du Tourisme et de la Pêche (SO.FI.SE.DIT.), une banque de développement
Fonction : Economiste – Financier/Analyste
Attribution/Responsabilité au poste :
- Evaluation des dossiers de demande de financement adressée à la banque (réalisation d'un rapport destiné à l'organe de décision : Comité de Crédit ou Conseil d'administration)
- Suivi de la réalisation des conditions de mise en place des prêts
- Supervision de l'exécution des projets (supervision économique et financière)
- Suivi de l'exploitation des projets (suivi économique et financier)
- Elaboration des dossiers de demande de refinancement à adresser aux bailleurs de fonds
- 1983-1986 : 1. Evaluation de projets selon les secteurs
- a) Secteur Pêche Industrielle
- Projet FAVEG : Complexe Chambre froide / Fabrique de glaces
 - Projet Mama Guedj : Armement
 - Projet Adrien Michel : Complexe frigorifique
 - Projet Africain Seafood : complexe de traitement de produits de la pêche
- b) Secteur tourisme
- Projet d'Hôtel
 - Savana Cap-Skiring (Casamance)
 - Modernisation hôtel Téranga
 - Modernisation hôtel Croix du Sud
 - Réalisation Savana Saly et Savana Coumba
 - Projet de campement touristiques
 - Projet de réalisation de campements : Kolda, Louga, Tambacounda et Thiès

- c) Secteur Industrie
 - Projet extension / modernisation usine Seven-up
 - Projet de redressement / modernisation de la Grande Imprimerie Africaine (GIA)
- d) Secteur Agriculture
 - Projet SOPREICO-SUD/SUD : Développement Intégré de la zone de Sédhiou (Casamance)
- e) Secteur P.M.E.
 - Projet unité de fabrication de produits d'entretien (à la SODIDA)
 - Projet serviettes hygiéniques (à la SODIDA)
 - Projet de la carrière GALLO (à Diack)
 - Projet de fabrique d'enveloppes (SOD IDA)
 - Projet pâte dentifrice (SODIDA)

2. Supervision / Suivi de Projets selon les secteurs

- a) Secteur Pêche Industrielle
 - Armement Adrien Michel
 - Armement GAINDE
 - Armement Maguette Diack
 - Poissonnerie du Walo
 - Armement Nouvelle Chalup

- b) Secteur Tourisme
 - Hôtel SAVANA Dakar
 - Hôtel NOVOTEL Dakar
 - Hôtel TERANGA
 - Hôtel NOVOTEL SALY
 - Hôtel AL HAFIFA
 - Hôtel AFRITEL
 - Restaurant TEROUBI

- c) Secteur Industrie
 - S.I.P.L.
 - S.I.P.S.
 - TREFILERIE du Sénégal

- d) Secteur P.M.E.
 - SIFAEMA (Attributs militaires)
 - E.S.T. (Entreprises de rotin)

1986-1990 Coordinateur, Responsable à la SOFISEDIT du Programme des Fonds Spéciaux d'Insertion, de Réinsertion et du Financement de P.M.E. et de micro-réalisation.. Mise en œuvre de quelques 200 micro-projets PME dans divers secteurs (agriculture, élevage, pêche, tourisme, réparation/maintenance, commerce, petites industrielles, services divers).

Tâches :

- Evaluation des projets à soumettre aux Comités de Prêts du Fond (Comité Fond National Emploi et Comité Fond Spécial)
- Mise en place, déblocage/décaissements des crédits
- Supervision de l'exécution des projets
- Suivi de l'exploitation des projets

Fonctions de Représentant de la SOFISEDIT aux rencontres et réunions extérieures :

- au Comité des entreprises en difficulté
- au Comité interministériel des investissements
- au Comité d'agrément de Zone Franche Industrielle
- aux Conseils d'Administration :
 - o de la société hôtelière du Barachois (Novotel Dakar)
 - o de la société hôtelière Saly (Novotel Saly)
 - o de la Compagnie des Tourtières du Sénégal
 - o des ateliers ferroviaires de Dakar
 - o de la SONEPI
- au Comité de gestion des Fonds d'insertion/Réinsertion

1991-1992 Employé à la Société Nationale de Recouvrement S.N.R.)

Activités

- Chargé de dossiers en recouvrement contentieux – relations avec les avocats et huissiers
- Représentation de la S.N.R. dans des Conseils d'administration (industrie, tourisme, pêche, P.M.E.)
- Représentation de la S.N.R. dans des réunions publiques

1992-1997 Employé à Eagle International Air Space / SA (compagnie privée d'aviation)

Fonctions :

- Directeur Administratif et Financier, puis
- Directeur Général Adjoint

2000-2001 Directeur de Micro-finance Consulting

1997-2002 Directeur de CECAM/AD (Cabinet d'Etudes, de Conseil d'Assistance et de Management : entreprise individuelle)

Depuis juin 2002 Directeurs de « Experts – Conseils – Associés / Sénégal » (Sarl)

II – ACTIVITES DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA FORMATION ACADEMIQUE

1981-1982 Chargé de cours d'Analyse de projets locaux de développement à l'Ecole Nationale d'Economie Appliquée (ENEA) du Sénégal

1983-1986 Assistant chargé de travaux dirigés de Gestion Financière en 3^{ème} année de licence à la faculté des Sciences Economiques de l'université de Dakar

1990-1991 Chargé de cours de Gestion Financière à l'ENSUT université Cheikh Anta Diop de Dakar

1997-1998 Chargé de cours d'Economie d'Entreprise à l'Ecole Supérieure Polytechnique université Cheikh Anta Diop de Dakar

III – ACTIVITES EN QUALITE DE CONSULTANT

1989 Réalisation pour le compte de l'UNIFEM, de l'évaluation du projet d'implantation de dix (10)

- caisses d'épargne et de crédit dans la région de Louga
Projet réalisé et exécuté par la CONACAP (une ONG sénégalaise spécialisée dans le domaine des mutuelles d'épargne et de crédit)
- 1991 Réalisation pour le compte de la SONED-Afrique, de l'étude socio-économique et d'environnement du plan directeur de la ville de Tivaouane
- 1992 Chef de l'équipe d'évaluation pour le compte de l'USAID-Sénégal de l'appui financier donné au CONACAP dans le cadre du programme de renforcement de son réseau de caisses populaires localisées dans les régions de Louga, Dakar et Ziguinchor
- Evaluation dans ce cadre :
- De l'impact sur les bénéficiaires
 - De la capacité institutionnelle présente et future de l'ONG sénégalaise
 - De la collaboration et de l'assistance technique du partenaire de l'ONG qu'est le Woccu
- 1992 Etude de faisabilité et Conseil en recherche de financement pour le compte de privés sénégalais pour la création et l'exploitation d'une entreprise de transport (passagers et fret) et les travaux aériens
- 1993 Etude de faisabilité (pour le compte d'un privé sénégalais) de la création et de l'exploitation d'une entreprise de taxis radio et courrier express à Dakar
- 1993- Economiste Financier dans l'équipe d'assistance technique de la SONED-Afrique au projet
- 1994 ODRIK (Office de développement régional intégré de Kouroussa en Guinée Conakry -- financement BAD)
- Dans le cadre de cette assistance technique, réalisation de deux (2) volets de l'étude :
- Etudes économique, financière et de rentabilité d'exploitation des chaînes motorisées agricoles
 - Etude pour la mise en place d'une structure autonome de crédit au projet
- 1993 Etude de faisabilité (pour le compte d'un privé sénégalais) de la réalisation d'un complexe de bowling à Dakar
- 1994 Réalisation en tant que chef d'équipe pour le compte du projet SMEC-BIT/BCEAU de la première étude d'élaboration d'une banque de données sur les systèmes de financement décentralisés au Sénégal avec :
- Etude des types de structures de crédit
 - Etude de la fonction crédit par type de structure
 - Recensement des ressources humaines et de la logistique par type de structure
- 1994 Etude de faisabilité (pour le compte d'un privé sénégalais) d'un projet d'excursions ouest africaines
- 1995 Programme intégré participatif de gouvernance locale au Sénégal pour la SAFEFOD
Requête et financement
- 1995 Elaboration de la requête de financement de la SAFEFOD adressée à la Fonction Rurale pour l'Afrique de l'Ouest (FRAO) dans le cadre d'un programme pilote pour trois (3) communautés rurales (Koul, Barkedj, Guede), financement de micro-projets, encadrement et assistance à la réalisation
- Conception d'un programme d'activités à la base (groupements - coopératives - GIE),
financement de micro-projets, encadrement et assistance à la réalisation
- Gestion de la ligne de financement FRAO (supervision et suivi du programme)
- 1996 Réalisation pour le compte de l'ONG ENDA-Tiers Monde de l'étude d'évaluation des mini-banques (caisses rurales) de groupements féminins des cellules d'éducation environnementale du projet « un espoir dans le désert »
- Conception de modules et formation de tous les leaders de ces mini banques dans des sessions villageoises en langues locales sur :
- Les organes et leurs fonctions
 - Les pouvoirs et responsabilités des leaders dans les différents organes
- 1996 Pré-étude de requête de financement du programme à moyen et long terme de la SAFEFOD
Présentation du document final de la requête de financement du programme à la rencontre/discussion avec les bailleurs réunis à Dakar

- 1997 Expert économiste financier dans l'équipe qui a réalisé pour le compte du « Groupe de réflexion stratégique » du Ministère de l'Agriculture, de l'étude : « Efficacité des investissements agricoles et clarification des rôles du secteur public et du secteur privé e l'agriculture »
- 1997-1998 Réalisation pour le compte de SONED-Afrique du volet « Etude du financement du logement au Sénégal » dans l'étude générale « Stratégie d'accès au logement » commanditée par le Ministère de l'Urbanisme et de l'habitat
- 1998 Economiste Financier Expert dans l'équipe ayant réalisé pour le compte de l'Union pour la solidarité et l'entraide (USE) et des partenaires bailleurs du nord de l'étude : « Diagnostic institutionnel et planification stratégique de l'USE 1999-2001 » (Document de base de la table ronde de juin 1998 à Dakar)
- 1993-2002 Expert / Consultant – Conseiller économique et financier de la Société Africaine d'Etudes de Formation pour le Développement (SAFEFOD) (une ONG sénégalaise spécialisée dans la gouvernance locale, la décentralisation, la formation et les questions de genre)
A ce titre :
- Responsable du Programme d'Appui au Développement de l'Unité Appui au Développement de la SAFEFOD dans le cadre des activités de décentralisation et gouvernance locale
- 1998 Elaboration de la Requête de Financement de SAFEFOD adressée à la Fondation pour le développement en Afrique (ADF) et relative au renforcement de la gouvernance locale à travers la réalisation et le développement d'un réseau de caisses rurales d'épargne et de crédit, dans les communautés rurales de Pékesse, Thargny, Barkedj et de Guédé :
- Préparation et suivi des Assemblées Générales de sensibilisation et mise en place des comités provisoires d'organisation (CPO) en sessions villageoises
 - Préparation et tenue d'Assemblées Générales constitutives desdites caisses et la mise en place des organes
 - Conception de la réalisation physique des caisses
 - Formation d'un groupe de gestionnaires de projets dans le cadre du suivi du système sur le terrain
- 1998-2002 Consultant / Conseiller économique et financier de Eagle Sécurité / Sarl
- 1999 Etude Système de Financement et Développement à la base à travers un réseau de caisses rurales (SAFEFOD)
- 2001 Projet de Création et d'Exploitation d'une Unité de Fabrique de glace en Nouvelle Zone Industrielle (promoteur privé)
- 2001 Projet de Développement et de Diversification de l'entreprise « Design Aménagement Confort » (DAC) requête de financement
- 2001 Projet de Renforcement et d'Ex tension du Réseau des caisses rurales de la SAFEFOD – Requête financement
- 2001 Projet de Création et d'Exploitation d'une Agence de Voyage à Dakar – Requête de financement (promoteur privé)
- 2001 Projet de Création et d'Exploitation d'un Hôtel Bar Restaurant à Dakar – Requête de financement (promoteur privé)
- 2002 Projet d'achat et d'exploitation de trois (3) bateaux thoniers à Dakar. Requête de financement (promoteur privé)

EXPERT SPECIALISTE EN DEVELOPPEMENT LOCAL ET EN ADMINISTRATION PUBLIQUE

I - ETAT CIVIL

Nom : DIOUF
Prénom(s) : MAMADOU
Date et lieu de naissance : En 1945 à Kaolack

II – ETUDES ET DIPLOMES

ETUDES

1959-1962 Ex lycée Gaston Berger (aujourd'hui lycée Valdiodio Ndiaye) de Kaolack
1969-1971 Ecole Normale Supérieure
1974-1977 Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM)

DIPLOMES

- ◆ Brevet Supérieur de Capacité (Equivalent du Baccalauréat)
- ◆ Certificat d'Aptitude Pédagogique (C.A.P.)
- ◆ Certificat d'Aptitude à l'Enseignement dans les Collèges d'Enseignement Général (Lettre Modernes – Histoire et Géographie)
- ◆ Brevet de l'ENAM (Option : Administration Générale)

III – STAGES ET SEMINAIRES

- 1990 - Séminaire sur la Gestion de l'Eau et des Déchets Solides (par le CAFRAD. Tanger, Maroc)
 - Séminaire sur les Statistiques Vitales (Bamako, Mali)
- 1989 - Séminaire sur la Gestion des Ressources Financières des Collectivités Locales (par IPD/ACES et la Banque Mondiale. Douala. Cameroun)
- 1985 - Stage à l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Montréal (Québec, Canada) sur la Mobilisation des Ressources financières des Communes (par la Banque Mondiale et l'ACDI)
- 1983 - Séminaire à Dakar sur la Fiscalité Régionale et Aménagement du Territoire. Politiques comparées (République Fédérale d'Allemagne, France et Sénégal)
Thèmes traités par le professeur Otto Truner de l'Université de Stuttgart, Mamadou Thiam (Directeur de l'Aménagement du Territoire) et Mamadou Diouf (Administrateur Municipal de Dakar)
- 1982 - Conférence de Dakar sur les Transports Urbains (CODATU) organisée par la fédération Mondiale des Cités Unies et l'Université de Marne la Vallée

IV – ACTIVITES PROFESSIONNELLES

- 2001 - Conseiller Technique du Ministre de l'Intérieur
- 1995 - Directeur des Collectivités Locales
- 1993 - Conseiller Technique du Ministre de la Décentralisation
- 1992 - Rapporteur Général de la Commission Nationale chargé du Projet de Régionalisation
- 1984/1993 - Adjoint du Directeur des Collectivités Locales
Chef des divisions suivantes :
 - Tutelle financière des Collectivités Locales
 - Etudes, Planification et Structures
 - Etat Civil
- 1988/1991 - Chef du Projet Adressage Postal
 - Directeur Technique du Projet Etat Civil
 - Participation à l'Etude Mise en Œuvre du Crédit Communal logé à la BHS
- 1979/1983 - Administrateur Municipal de Dakar (Sénégal)
- 1978/1979 - Administrateur Municipal de Saint-Louis (Sénégal)
- 1977/1978 - Administrateur Municipal de Louga (Sénégal)
- 1971/1973 - Professeur de Lettres, Histoire et Géographie
 - Directeur du CEG de Dialègne (Kaolack)
- 1963/1969 - Instituteur. Directeur des écoles de Thiombly (Département de Kaolack), Boof Mbalème (Département de

Fatick) et Gandiaye (Département de Kaolack)

V – VACATIONS DANS LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

- 1987/1990 - Formateur à l'Ecole Polytechnique de Thiès (Sénégal)
Cours : Génie Municipal (Gestion financière et services techniques communaux)
- 1985/1987 - Formateur à l'Ecole d'Architecture et d'Urbanisme
Cours : Administration communale et Développement local
- Formateur au Centre de Formation et de Perfectionnement Administratif (C.F.P.A.. aujourd'hui Cycle B de l'ENAM)
Cours : Finances publiques locales

VI – TRAVAUX ET PUBLICATIONS

- 1) Le Contrôle des Collectivités Locales (in revue RIPAS - 1987)
 - 2) La réforme de l'Administration territoriale et locale (1988)
 - 3) L'expérience sénégalaise de Décentralisation (1989)
 - 4) Le financement des Investissements Communaux (in « Etudes des Projets d'Aménagement urbain » - Institut français d'Urbanisme et Ecole des Ponts et Chaussées de Paris)
 - 5) Décentralisation et Transports urbains (in Revue SITRASS - 1993)
 - 6) Le Rôle des Collectivités Locales en matière de Transports urbains
 - 7) Rapport sur le Projet de Décentralisation au Mali (1993)
 - 8) Rapport sur la Formation des agents des Collectivités Locales au Togo (1985)
-
- 9) Participation à l'étude du Projet de Cadastre Fiscal des communes de la région de Dakar, des autres chefs-lieux de région et de la ville de Mbour (Sénégal)
 - 10) Participation au montage du Projet d'Appui à la Décentralisation et au Développement Urbain au Sénégal (PADDUS) financé par le Fonds d'Aide et de Coopération (FAC) et Chef de la Cellule technique dudit Projet à la Direction des Collectivités Locales (15 septembre 1992 – juillet 1993)
 - 11) Rapporteur Général de la Commission nationale chargée d'élaborer la Politique de décentralisation (1992 – 1996)

LANGUES PARLEES

- Français
- Anglais (moyen)
- Arabe (moyen)
- Ouolof
- Sérère

DISTINCTIONS HONORIFIQUES

- 1979 : Chevalier de l'Ordre National du Lion
- 1988 : Officier de l'Ordre National du Lion
- 1992 : Commandeur de l'Ordre National du Lion

SITUATION DE FAMILLE : MARIE

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- 1)
 - > Je compte 35 ans d'expérience dans la Formation et l'Administration des Collectivités Locales.
 - > Tour à tour Instituteur, Professeur de Lettres (Histoire, Géographie et Lettres Modernes), j'ai enseigné à l'ENAM, au CFPA, à l'Ecole Urbanisme et d'Architecture et à l'Ecole Polytechnique de Thiès.

- > Administrateur Civil depuis 24 ans, j'ai géré les communes de Louga et de Saint-Louis. Revenu au Ministère de l'Intérieur en 1984, j'ai occupé le poste de Chef de la Division des Etudes à la Direction des Collectivités Locales, celui de Conseiller Technique (1999) et depuis 1995, celui de Directeur des Collectivités Locales. A ce titre, j'ai participé à la formation des élus locaux et de leurs collaborateurs. J'ai pris part, de 1992 à 1996, à la rédaction du Code des Collectivités Locales et de tous les textes qui matérialisent la Politique de Décentralisation du Sénégal.
- > Je suis, depuis le 20 avril 2001, CONSEILLER TECHNIQUE du Ministre de l'Intérieur.

2) EDUCATION

- Brevet de l'Ecole Normale Supérieure de Dakar, Option « Lettres – Histoire et Géographie » (1971)
- Brevet de l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) en 1977, Option : Administration Générale.

3) COMPETENCES SPECIFIQUES

3-1 La Formation

Identification de besoins de formation et élaboration de programmes adaptés aux besoins ainsi identifiés - Conception d'outils pédagogiques et didactiques - Animation de séminaires et d'ateliers, évaluation des séminaires et ateliers et formation des formateurs.

3-2 L'Elaboration de Cadres Institutionnels

- Rédaction de Termes de Référence de Cadres institutionnels
- Elaboration des textes législatifs et réglementaires
- Mise en œuvre pratique des textes ainsi élaborés

3-3 L'Organisation des Collectivités Locales de tout Groupement de Base

- Elaboration d'organigrammes adaptés aux Collectivités Locales
- Définition des profils et emplois, des rouages entre les activités d'une organisation pour un meilleur rendement de l'entité concernée

4) REALISATIONS

4-1 Formation d'Elèves du Niveau Primaire et Secondaire (1963 et 1973)

Dans les régions de Kaolack et de Fatick, j'ai formé beaucoup d'élèves dont la majeure partie travaille aujourd'hui dans les secteurs publics et privés

4-2 Formation d'Elèves du Supérieur (1987 – 1995)

De 1987 à 1995, j'ai pris part, en tant que vacataire, à la formation d'élèves à l'ENAM, au CFPA, à l'Ecole d'Architecture et d'Urbanisme ainsi qu'à l'Ecole Polytechnique de Thiès.

Les disciplines enseignées portent sur :

- Le Droit Public
- La gestion des Collectivités Locales
- Les finances locales et le développement à la base
- Les services techniques communaux.

4-3 Formation des Elus Locaux et de leurs Collaborateurs (1984 – 1998)

Depuis mon affectation au Ministère de l'Intérieur, j'ai participé à la formation des conseillers municipaux, ainsi que des agents des services administratifs et techniques des Collectivités Locales.

J'ai pris part, dans la sous-région à l'animation de plusieurs séminaires et ateliers :

- Formation de formateurs (1985 – Dakar)
- Restitution du plan de formation en décentralisation (1987 – Dakar)
- Formation de conseillers ruraux (1990 – Dakar)
- Restitution du Code des Collectivités Locales (1993 – Bamako)
- Séminaire SSATP transport au sud du Sahara (1994 – Ouagadougou)
- Formation, information, sensibilisation des journalistes sur la politique de décentralisation (1996 – Dakar)
- Séminaire de Cotonou sur un projet d'observatoire des finances locales dans les pays de l'UEMOA (1997 – Cotonou)

4-4 Evaluation de Projets et Programmes

J'ai procédé à la conception et à l'évaluation du Programme d'Appui au Processus de Décentralisation qui comprend plusieurs composantes :

- Appui à la direction des Collectivités Locales
- Planification communale, rurale et régionale (Plans d'investissements communaux, plans locaux de développement, plans régionaux de développement intégré)
- Fonction publique locale
- Fonds d'Appui à la Décentralisation (FAD)

4-5 Formation des élus locaux et des agents travaillant dans les communes, les communautés rurales et les régions sur la base du plan cadre élaboré à cet effet

4-6 Etudes et Enquêtes

A/ J'ai pris part, de 1992 à 1996, à la conduite d'études sur le terrain, lors de la phase préparatoire de la mise en œuvre de la Politique de Décentralisation, à des Etudes et Enquêtes sur les régions, les communes et les communautés rurales.

Ces études et enquêtes ont couvert les dix régions et ont permis de définir, en 1996, les contours de la politique de décentralisation communément appelée « Régionalisation »

B/ Etude du Plan d'Action Foncier

Pour le compte du cabinet « PANAUDIT », j'ai pris part à l'étude du Plan d'Action Foncier (1994 – 1995)

Il s'agissait d'études et d'enquêtes menées dans les dix régions et qui ont permis de proposer au Ministère de l'Agriculture les changements d'orientation dans la gestion des terres du Domaine National (Loi n° 64-46 du 17 juillet 1964)

C/ Etudes d'Impact du Canal du Cayor (1997)

Ces études et enquêtes ont été menées sur le terrain dans les régions de Louga, Dioubel, Thiès et Dakar qui sont traversées par le Canal du Cayor.

L'approche mise en œuvre consistant à interroger directement les populations, les agents de l'Etat (CER) proches des populations, les élus locaux, la société civile (Groupements de promotion féminine, GIE, ONG, AVD, etc.) s'est révélée féconde et a permis de cerner tous les problèmes sociaux, environnementaux et d'aménagement du territoire qui s'attachent à ce projet.

Cette étude était conduite par SNC-LAVALIN, un grand Bureau d'Etudes canadien.

4-7 Etudes d'un Observatoire des Finances Locales (1997)

Cette étude est menée par le Programme de Développement Municipal (PDM) basé à Cotonou au Bénin.

Elle concerne la mise en place d'un observatoire des ressources financières (Fiscales, para-fiscales et non fiscales) des Collectivités Locales des pays membres de l'UEMOA.

Cet observatoire, en cours de gestation, sera élaboré par le PDM qui s'appuiera sur des antennes locales animées par les Directeurs des Collectivités Locales et les Trésoriers généraux des Etats de l'Union.

4-8 Etude sur la Fiscalité Locale (1996 – 1998)

J'ai pris une part active sur l'étude relative à la fiscalité locale financée par l'ACDI et qui comprend trois modules .

- Module I : les Finances des Collectivités Locales
- Module II : la Fiscalité locale et son rendement
- Module III : les Relations financières Etat/Collectivités locales
- Modules IV : la Fiscalité locale du point de vue du contribuable

En vue de compléter le dispositif qui sera mis en place, j'ai participé au mois de novembre 1998, à une mission d'information au Canada.

Cette étude à terme, pourrait améliorer les recettes des Collectivités Locales et contribuer à leur essor.

Le Projet est assorti d'un plan de communication, pour enrayer les effets psychologiques inhérents à l'impôt et provoquer une bonne acceptabilité politique de la réforme fiscale qui sera proposé.

**EXPERT SPECIALISTE DE LA COMMUNICATION ET DU DEVELOPPEMENT A
LA BASE**

NOM : KOR Epouse TINE

PRENOM : SEYNABOU

Date et Lieu de naissance : 07 Novembre 1960 à Kaolack (Sénégal)

Situation de famille : Mariée - Mère de trois garçons

Nationalité : Sénégalaise

Profession : Journaliste

Formation

1981-1984 : Diplôme Supérieur de Journalisme - D.S.J. délivré par le Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information- CESTI
(Licence en Journalisme) Université Cheikh Anta DIOP De Dakar

1980 : Baccalauréat Série A3 - Lycée Gaston Berger de Kaolack

1976 : B.E.P.C Collège Didier Marie de St-Louis

1972 : C.E.P.E Ecole Primaire Ndar- Toute Garçons St-Louis

Stages

1984 : - Centre de Formation et de Perfectionnement des journalistes de Paris. CFPJ.
- Ecole Supérieure de Journalisme de Lille - E-S-J.
- Institut International de la Communication de Montréal.

1987 : - Centre de formation des Sciences de la Communication
de Berlin - EST - Allemagne.

Expérience professionnelle

- Responsable de la communication et du Marketing du Fonds National de Promotion de la Jeunesse(FNPJ du 01 /08/2001 à nos jours).
- Directeur de la Chaîne Nationale et des Stations Régionales de la RTS
- Directeur des Services de la Radiodiffusion Nationale du Sénégal.
- Chef de la Division Management et Qualité de Radio Sénégal.
- Rédacteur en Chef du journal Parlé de Radio Sénégal.
- Adjoint au Rédacteur en Chef Journal Parlé Radio
- Chef du Desk "Politique Nationale" du Journal Parlé de Radio Sénégal
- Chef Division (par intérim) des Relations Extérieures et de l'Information de l'UNICEF Bureau régional Dakar.

Activités

- Management et Gestion de Radio
- Conception et mise en pratique des grilles de programme radio.
- suivi évaluation du programme d'Informations de Radio Sénégal.
- Coordination des activités Journal Parlé - Programmes.
- Monitoring et évaluation des programmes.
- Supervision des activités des Stations régionales
- Réalisation de séries de productions audiovisuelles axées sur les questions de développement au Sénégal.

Réalisations

1984 - Planning familial au Sénégal (Mémoire de Fin d'études)

1985 - La mendicité à Dakar

1986 - Femmes et accès à la terre en Basse Casamance

1985 - Le Calvaire des filles - mères 1985

1995- Situation des femmes journalistes au Sénégal (communication co-présentée avec Marie-Louise BENGA du Soleil au Séminaire de Tunis sur Femmes et Média)

1997 - Documentaire sur le P.D.R.H. (volet femmes) au Sénégal

1998 - Documentaire sur le PAGPF

Vie Associative

- Membre de l'APAC Sénégal (Association des Professionnelles Africaines de la Communication).
- Membre du SYNPICS (Syndicat des Professionnels de l'Information et de la Communication).
- Membre du Réseau des Journalistes de l'UEMOA.
- Membre de l'Union des Associations Culturelles et Sportives Sérères

Connaissance des Langues

Langue maternelle : Sérère

Autres Langues Nationales parlées : Ouolof,

Français lu - parlé et écrit

Anglais lu - parlé et écrit

Connaissances supplémentaires

- Maîtrise de l'outil Informatique.
- Manipulation et enregistrement audio (Nagra, Sony, mini-disc, etc).

EXPERT ECONOMISTE SPECIALISTE DES SYSTEMES D'INFORMATIONS

Etat Civil :

Nom	NDIR
Prénom	Babacar
Date et lieu de naissance	19 septembre 1960 à Dakar (Sénégal)
Nationalité	Sénégalaise
Situation de famille	Marié et père de deux enfants

Formation :

Juillet 1989	Diplôme d'Etude Approfondie en Mathématiques Appliquées aux Sciences Economiques (MASE). Université Paris- Dauphine. Paris. France. Diplôme de Statisticien Economiste, Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique(ENSAE), Malakoff, France.
Juillet 1985	Maîtrise de Math Appliquées (mention Très Bien), Université de Dakar, Dakar, Sénégal.
Juillet 1981	BAC C - (mention Assez bien), lycée Van Vollenhoven. Dakar. Sénégal

Autres Formations :

- Formation en gestion de projets appliquée aux projets d'études Ce stage a porté sur les techniques de conception et de gestion de projets d'études ayant pour but de définir des programmes de politiques ou d'investissements opérationnels à soumettre aux autorités sénégalaises. La formation en gestion de projets par objectif et en gestion de projets d'enquêtes a été intégrée à ce stage
- Formation à l'utilisation d'un système d'information géographique Stage de sensibilisation à la problématique de l'utilisation du SIG dans un contexte où la production des bases de données engendre des coûts souvent imposants. Le stage a traité des facteurs qui conditionnent l'implantation de tels systèmes dans les institutions et leur utilisation efficace. Démonstration a été faite, par ailleurs, de l'intérêt que représente cette technologie en matière de gestion des ressources et de l'espace.
- Analyse et formulation de politiques Cette formation a porté sur les techniques d'analyse et de formulation de politiques de manière à rendre opérationnelles diverses leçons tirées d'études socio-économiques menées dans le cadre de la Dimension sociale de l'ajustement. Elle a revêtu un caractère pratique et a été réinvestie sur le tas dans la rédaction de la version finale du Programme National de Lutte contre la Pauvreté (PNLP) du Sénégal.

Connaissance des langues :

Langue maternelle wolof

Autres langues :

Français lu, écrit et compris (sans difficulté aucune) et parlé (couramment).

Anglais lu et écrit (niveau moyen), parlé difficilement

Arabe lu et écrit (niveau moyen)

Connaissances en Informatique :

Bonnes connaissances en informatique Lotus 123, Framwork II et III, Dbase III+ et IV, Basic, Pascal, SAS, SPSS, Statgraphics, Havard Graphics, Flow Charting II+, MS Word, MS Excel, MS Access, MS Project, Works, WordStar, WordPerfect, Lotus Ami Pro, Norton Commander, Pctools, Pcshell, Windows, DOS

A la capacité à réaliser de façon autonome (sans recours obligé à un informaticien) les traitements classiquement utiles en milieu professionnel : élaborer des modèles de simulation et des outils d'aide à la décision, interroger un système d'informations et utiliser les ressources d'un système informatique.

Stages et Expérience Professionnelle :

- 1999 Consultant national chargé des études prospectives et stratégiques au niveau de l'Observatoire du Conseil Economique et Social.
- 1998 Consultant national Statisticien-Economiste ayant travaillé pour le compte de la DP/MEFP et du PNUD dans l'évaluation financière des actions du programme de lutte contre la pauvreté : recensement sur le terrain, implémentation d'une application informatique pour la gestion de la base des données des projets recensés, exploitation de cette base de données, détermination des actions du programme élargi de lutte contre la pauvreté, synthèse des documents national et régionaux des actions de lutte contre la pauvreté.
- 1995/97 Expert national en planification de l'Emploi et de la Formation ; Programme-cadre III PNUD/ONUDADSG « Renforcement de la Capacité Planification et de Gestion de l'Economie Nationale » ; Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, Direction de la Planification des Ressources Humaines, Dakar, Sénégal.
- 1990/94 Expert national Analyste-Economiste junior ; projet PNUD/ONUDES (Département des Nations Unies pour le Développement Economique et Social) « Renforcement du Système National de Planification » ; Ministère de l'Economie des Finances et du Plan, Direction de la Planification, Dakar, Sénégal.

Liste des Documents Publiés :

- « Perspectives d'exportation des vins français à l'horizon », Centre Français du Commerce Extérieur, Direction des Produits Agro-alimentaires, Paris, Novembre 1989.
- « Etude préliminaire des statistiques CUCI pour les projections de l'emploi moderne », Délégation au Plan et aux Politiques Economiques, PNUD/DTCD projet

SEN/87/010, Document n° 51, Dakar, Octobre 1990.

- « Guide d'utilisation du modèle MAS (Modèle de l'Administration du Sénégal », Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, PNUD/DTCD projet SEN/87/010, Document n°85, Dakar, Mars 1992.

- « Enquête DASMO : guide pratique des applications », Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, PNUD/ONUDES projet SEN/87/010, Document n°96, Dakar, Août 1992.

- «Enquête-test DASMO 1991- Tableaux de synthèse - », Service des Statistiques du Travail/Ministère chargé de la Modernisation de l'Etat, du Travail et de la Formation Professionnelle, Direction de la Planification/Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, projet PNUD/ONUDES SEN/87/010, Dakar, juin 1993 (Document).

- « Enquête-test DASMO 1991- Rapport de synthèse- », Services des Statistiques du Travail /Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Formation Professionnelle , Direction de la Planification / Ministère de l'economie des finances et du plan, projet PNUD/ONUDES SEN 87/010, Dakar Août 1993 (Document).

- « Développement de l'enseignement élémentaire -Une analyse prospective- », Ministère de l'Economie, des finances et du plan, Direction de la planification des Ressources Humaines, Programme cadre III PNUD/DADSG SEN/92/015, Dakar, Mars 95 (Document)

- « Prise en main de MFS - Un modèle des flux scolaires », Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan, Direction de la Planification des Ressources Humaines, Programme-Cadre III PNUD/DADSG SEN 92/015, Dakar, Décembre 1996 (Document).

- « Evaluation financière des actions du Programme National de Lutte contre la Pauvreté - Manuel d'utilisation du logiciel de gestion de la base de données des projets », Ministère de l'Economie des finances et du plan, Direction de la planification, Programme des Nations Unies pour le développement, Dakar, juin 1998 (Document- Tome 3).

- « Evaluation financière des actions du programme national de lutte contre la pauvreté-synthèse générale », Ministère de l'Economie des finances et du plan, Direction de la Planification, Programme des Nations Unies pour le développement, Dakar, Novembre 1998 (Document)

- « Analyse des champs de spécialisation possibles du Sénégal », Conseil Economique et Social Observatoire Economique et Social, Dakar, Avril 1999 (Document).

- « Initiative 20-20 comme option stratégique de développement. Cabinet EMAP 2000. Expert principal

- « Evaluation de situation de l'enfant et de la femme au Sénégal. UNICEF 2000. Expert

- « Contribution au suivi des investissements publics (quaternaire) 1999. EMAP 2000

CURRICULUM VITAE DE L'EQUIPE D'APPUI TECHNIQUE DIRECT

Agronome spécialiste de la micro-entreprise en milieu rural

ETAT CIVIL :

NOM : NDIAYE
Prénom : Mamadou
Date et Lieu de Naissance : 22/03/1954 à Fatick. Sénégal.
Situation de famille : Marié et père de quatre (4) enfants
Langues : français (lu, parlé, écrit)
anglais (lu, parlé : peu, écrit :peu)

FORMATION :

Diplôme d'Ingénieur d'Agronomie Tropicale (ESAT, Montpellier, 1983)
Diplôme de Spécialisation Post Universitaire en Agronomie des Régions
Chaudes (GERDAT-IFARC, 1983)

DOMAINE DE COMPETENCE

Phytotechnie -Vulgarisation
Animation
Méthodes de recherches participatives
Formulation de projets et programmes
Evaluation de projets
Crédit agricole et micro - financements

AUTRES CONNAISSANCES PRATIQUES :

Informatique :
Traitement de textes WINWORD
Tableur EXCEL
Statistique STAT-ITCF

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE :

1978 - INSTITUT SENEGALAIS DE RECHERCHES AGRICOLES / RICHARD TOLL
1980

Poste occupé : Assistant de recherche

Activités menées

- Supervision des enquêtes en milieu rural
- Exploitation préliminaire des enquêtes
- Analyse et restitution des résultats

1984- INSTITUT SENEGALAIS DE RECHERCHES AGRICOLES / SAINT LOUIS
1986

Poste occupé : Chercheur

Activités menées :

- Recherches sur les systèmes de production :
 - Enquêtes,
 - Suivis
 - Expérimentations en milieu réel
- Animation de modules de formation dans le cadre du recyclage des conseillers agricoles de la SAED
 - Formation d'enquêteurs et d'observateurs dans le cadre de la conduite des

enquêtes et des essais

1987-
1991

INSTITUT SENEGALAIS DE RECHERCHES AGRICOLES / SAINT LOUIS

Postes occupés :

- Chercheur /Coordonnateur de programme pluridisciplinaire de Recherche sur les Systèmes de production du Delta du Fleuve Sénégal (cinq chercheurs) et cumulativement :
- Co-Animateur de la Cellule Recherche - Développement ISRA- SAED (1988-1991)
- Directeur intérimaire du CRA/ISRA de St-LOUIS (octobre 86 à juin 87)
- Répondant du PNVA de la Recherche pour la région Nord (1987 -1991)

Activités menées :

- Gestion administrative, financière et technique du programme de recherche (coordination et animation scientifique, gestion financière définition et orientation des actions de recherche)
- Gestion administrative du CRA pendant neuf mois et coordination des différents programmes du centre.
- Préparation et conduite des réunions de programmation et d'évaluation des actions conjointes ISRA-SAED en collaboration avec le Co-animateur SAED.
- Animation des ateliers mensuels et définition de thèmes de démonstration et de pré-vulgarisation en relation avec homologue SAED/PNVA.

1991-
1995

PROJET FED / PME RICHARD TOLL

Poste occupé : Chef d'Antenne du projet FED/PME « Appui au développement des PME dans la vallée du fleuve Sénégal ».

Activités menées :

- Etude de faisabilité des projets à financer
- Formation et encadrement des conseillers chargés du suivi technico - économique des entrepreneurs
- Suivi financier et appui-conseil aux entreprises ayant bénéficié de financement
- Assistance et appui aux promoteurs dans la mise en place d'une organisation fédérative des promoteurs
- Animation ateliers d'évaluation des activités des promoteurs

1997-
1998

AUTORITE DE MISE EN VALEUR DE LA VALLEE DU SOUROU -AMVS - BURKINA FASO

Poste occupé : Expert du Cabinet AFID détaché dans le cadre de la mise en valeur du projet 925 ha en charge du volet Recherche/Développement.

Activités menées :

- Coordination des activités de recherche / développement : diagnostic , enquêtes, expérimentations (sur riz, maïs et cultures maraîchères)
- Appui et assistance aux chercheurs dans la conduite des essais
- Formation des encadreurs sur les dispositifs expérimentaux
- Organisation et animation des visites des essais et des ateliers de restitution des résultats

Depuis
1999

EXPERT AU CABNET EMAP

Poste occupé : Chef du département Développement Urbain, Rural, Infrastructures, Aménagement

Activité menées : Conduite et participation à différents travaux et études confiés au Cabinet et notamment :

- Le Suivi physique et financier du Programme Triennal d'investissement Public (Secteur du

Quatenaire) année 1999 et 2000 (DCEF/MEF)

- L'Audit des primes d'incitation versées aux agents de la DISEM (CNIA/Union Européenne)
- L'Etude du Projet de Renforcement des Infrastructures et Equipements Pastoraux (FDL/Ministère de l'Elevage. 2000)
- Elaboration de Plans d'Aménagement et de Gestion de Terroirs (PAGT) pour les communautés rurales de Latmingué, keur Baka, Thiaré, (PAGERNA 2001)
- L'Evaluation du programme agricole (volets phosphatage de fond et protection des cultures. (DCEF/MEF 2001)
- Elaboration de Plan d'Aménagement et de gestion de Terroirs (PAGT) pour les communautés rurales de Dya, Ndiébel, Mbar, Colobane (PAGERNA 2002)

PUBLICATIONS :

- M.NDIAYE, 1981 : Note sur les systèmes de production pratiquant la culture irriguée dans le cadre de la SAED.
- M.NDIAYE, 1984 : Itinéraires techniques relatives à la culture du maïs dans le périmètre de Djandioly-Garly. Critères de choix, conséquences sur les temps de travaux et le rendement. Mémoire de confirmation ISRA. Saint-Louis, 1984.
- M.NDIAYE, 1985 : Contribution à la connaissance des itinéraires techniques sur le maïs dans les périmètres de la vallée du Fleuve Sénégal - ISRA. Saint-Louis, Avril 1985.
- M.NDIAYE, 1989 : La double culture et ses exigences : communication à l'atelier sur la problématique de la double culture et de ses implications pour la vulgarisation du 23 au 25/01/1990 au Centre de Ndiaye-SAED.
- M.NDIAYE, 1989 : L'effet de la densité du peuplement et de l'enherbement sur l'élaboration du rendement du riz en milieu paysan « communication au séminaire RESPAO-Accra Août 1989.
- M.NDIAYE, 1990: Suivi-diagnostic du périmètre de Thiagar. Résultats de la campagne d'hivernage de 1989. ISRA. Saint-Louis, mars 1990.
- M. NDIAYE, 1995 : Présélection d'opérations à financer dans les départements de Dagana et Matam. PROWALO et FED/PMR avril 1995
- M.NDIAYE & J.Y JAMIN, 1986 : Résultats des essais de saison sèche froide 1984/85 sur la tomate ISRA. Saint-Louis, mars 1986.
- M.NDIAYE & J.Y JAMIN, 1986 : Analyse des essais NXP effectués en hivernage 1985 par l'équipe système Fleuve ISRA. Saint-Louis, juillet 1986.
- PIN Consultants 1999
Contribution au suivi des investissements publics 1998
- Cabinet EMAP 2000
Expert dans l'audit des primes d'incitation de la DISEM. CNIA/Union Européenne..
- Cabinet EMAP. 2000
Expert dans la formulation du projet de renforcement des infrastructures et équipements pastoraux PRIEP. FDL/Ministère de l'Elevage. 2000
- Cabinet EMAP. 2000
Expert dans la mission de suivi des investissements publics BCI 1999
- Cabinet EMAP. 2000
Expert dans la mission de suivi des investissements publics BCI 2000
- Cabinet EMAP. 2001
Expert dans la mission d'élaboration du PAGT de la Communauté Rurale de Latmingué Juillet 2001
Expert dans la mission d'élaboration du PAGT de la Communauté Rurale de Keur Baka -Juillet 2001
Expert dans la mission d'élaboration du PAGT de la Communauté Rurale de Thiaré Juillet 2001
Expert dans la mission d'élaboration du PAGT de la Communauté Rurale de Mabo Septembre 2001
Expert dans la mission d'évaluation du programme agricole (Volet phosphatage de fond et protection des cultures
- Cabinet EMAP. 2002
Chef de la mission d'élaboration des PAGT des Communautés Rurales de Dya, Ndiébel, Mbar, Colobane et Malem Hoddar Mars-Avril-Juin 2002
- Cabinet EMAP. 2002
Expert dans la mission d'évaluation du programme de promotion des céréales locales PPCL financement Union européenne 2002
- Cabinet EMAP. 2002
Chef de mission d'évaluation du programme VETIVER financement DYNA- Entreprises USAID 2002

Economiste spécialiste en économie de l'environnement et en gestion d'entreprises

Etat Civil :

Nom : DIOUF
Prénom : Seynabou
Date et lieu de naissance : 23 Août 1971 à Fatick
Situation de famille : Mariée, 1 enfant

Etudes :

- Primaires et Secondaires :

Octobre 1977 à Juin 1983 : Immaculée Conception de Fatick (CEPE)

Octobre 1983 à Juin 1987 : Collège du Sine Fatick (BFEM)

Octobre 1987 à Juin 1991 : Lycée Coumba Ndoffène DIOUF de Fatick (BAC série C)

- Supérieures :

Octobre 1991 à Juillet 1997 : UCAD, Faculté des Sciences Economique et de Gestion .
Option : Gestion des Entreprises : Maîtrise en Gestion.

Octobre 97 à Juillet 1998 : Faculté des Sciences et Techniques, Institut des Sciences de l'Environnement : Attestation d'Etudes Approfondies.

Avril 2002 : Diplôme d'Etudes Approfondies en Economie de l'Environnement.

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

Cabinet EMAP. 2002

Expert dans la mission d'évaluation du programme VETIVER financement DYNA- Entreprises USAID 2002

2002 Cabinet EMAP . Expert dans l'évaluation du programme de promotion des céréales locales financement Union européenne

2002 Cabinet EMAP.

Expert dans la mission de suivi des investissements publics BCI 2001

Septembre 2001 : Evaluation du programme agricole Rénové phosphatage de fonds

Mars 2001 : Participation à l'élaboration du Plan d'Aménagement et de Gestion des Terroirs de la Communauté Rurale de Latmingue avec le cabinet **EMAP**. financement PAGERNA / GTZ

Avril 2001 : Participation à l'élaboration du Plan d'Aménagement et de Gestion des Terroirs de la Communauté Rurale de Thiare avec le cabinet **EMAP**. financement PAGERNA / GTZ

Mai 2001 : Participation à l'élaboration du Plan d'Aménagement et de Gestion des Terroirs de la Communauté Rurale de Keur Baka avec le cabinet **EMAP**. financement PAGERNA / GTZ

Juin 2001 : Participation à l'élaboration du Plan d'Aménagement et de Gestion des Terroirs de la Communauté Rurale de Mabo avec le cabinet **EMAP**. financement PAGERNA / GTZ

Cabinet EMAP. 2000

Expert dans la formulation du projet de renforcement des infrastructures et équipements pastoraux PRIEP. FDL/Ministère de l'Elevage. 2000

- 2000 Cabinet EMAP
Expert dans la mission de suivi des investissements publics BCI 1999
- 2001 Cabinet EMAP.
Expert dans la mission de suivi des investissements publics BCI 2000

Langues :

Parlée : Français
Lues et écrites : Français, Anglais, Espagnol

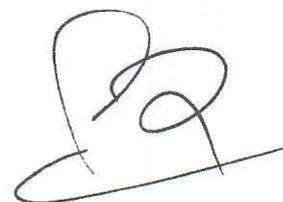
Connaissances en informatique :

- Dos
- word
- Excel
- Lotus
- D Base
- Q Basic
- Power Point

Cabinet d'Etudes et de Management de Projets.
« EMAP.Sarl »

REFERENCES
PROFESSIONNELLES
du
CABINET E.M.A.P.Sarl

Octobre 2002



Cabinet EMAP. Sarl « Etudes et Management de Projets ».
G -22 Rond Point Jet d'Eau Sicap Liberté 3. BP: 22474 Dk Ponty. Email : emap@sentoo.sn
Téléphone & Fax : (221) 864 01 03. RC : 99.B.633 NINEA :1929572 2C2

REFERENCES PROFESSIONNELLES DU CABINET E.M.A.P.

1. Présentation du cabinet EMAP. Sarl

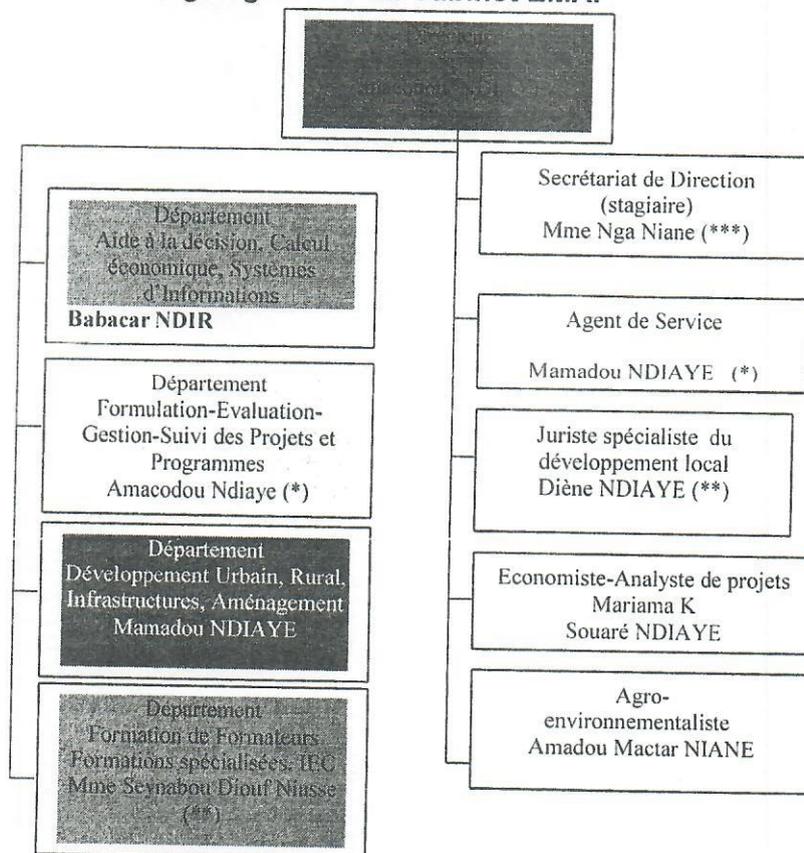
1.1. Considérations générales sur le Cabinet E.M.A.P.

Le Cabinet E.M.A.P. est une S.A.R.L de nationalité sénégalaise qui a été juridiquement constituée en avril 1999 mais son directeur et ses sept (7) collaborateurs permanents, tous de formation supérieure, ont une expérience avérée de plus d'une dizaine d'années. Ils ont, individuellement, à leur actif un nombre important d'études et de consultations dans des domaines divers qui recouvrent globalement les domaines de compétence du Cabinet et, ont une connaissance pratique de l'administration, des bailleurs de fonds, des O.N.G et autres institutions impliquées dans le développement économique et social du Sénégal. Ce noyau dur, pluridisciplinaire permet au cabinet de disposer d'une réelle capacité de préparation des offres. Au delà de la préparation des offres, l'équipe permanente du cabinet soutient également les consultants dans la réalisation de leurs missions, ce qui se traduit en gain de temps et en efficacité dans les interventions sans un renchérissement de la prestation.

Le Cabinet EMAP est en collaboration active avec des partenaires extérieurs et peut mobiliser à tout moment un bureau d'études international et des consultants internationaux indépendants dans tous ses domaines d'activité.

Le cabinet EMAP.Sarl appuie le programme canadien de coopération. A ce titre, il a un contrat d'assistance technique annuel avec le Bureau d'Appui de la Coopération Canadienne (BACC) dans les domaines de la lutte contre la pauvreté et de l'analyse macroéconomique.

a. Organigramme du Cabinet EMAP



EFFECTIFS DU CABINET PAR CATEGORIE :

Agents recrutés par le cabinet et disposant d'un contrat de travail à durée indéterminée(*).

1. M.Amacodou NDIAYE : Dr en Economie Rurale et Agro-Alimentaire- Directeur (2001)
2. M Babacar NDIR : Ingénieur – Statisticien-économiste spécialiste en planification sociale (2002)
3. M.Mamadou NDIAYE : Ingénieur agronome spécialiste en micro-réalisations (2001)
4. M.Mamadou NDIAYE : Agent administratif-planton (1999)
5. Melle Aissatou SENHOR Secrétaire de direction (**entrée** 1999- **sortie** 2001)

Consultants abrités par le cabinet et travaillant sur des dossiers EMAP ()**

1. Mme Seynabou Diouf NIASSE : Economiste spécialiste de l'environnement (doctorat en préparation) (2000)
2. Mme Mariama Kesso Souaré Ndiaye : Economiste – analyse de projets
3. M. Diène NDIAYE : juriste spécialiste du développement local et de la décentralisation (2000)
4. M. Amadou Mactar NIANE : Environnementaliste (2002)

Stagiaires(*)**

1. Mme Nga NIANE : Secrétaire de direction (2002)

Cette équipe principale du cabinet s'appuie sur des consultants externes de profils diversifiés et touchant beaucoup de domaines (économie, droit, sciences et techniques ...)

Le cabinet s'appuie également sur un nombre important d'enquêteurs et de cadres moyens sortant de l'ENEA ou es écoles de formation BAC+2 à 3 ans mobilisables à tout moment.

1.3. Domaines de compétences du Cabinet E.M.A.P.

Les compétences du Cabinet E.M.A.P couvrent les domaines suivants :

Management stratégique :

- Planification par objectif (ZOPP)
- Méthode du cadre logique
- Méthode Active de Recherche Participative (MARP)
- Management des Organisations
- Management des Ressources Humaines
- Développement des Capacités

Gestion Macro-Economique et Sociale :

- Modélisation
- Finances Publiques
- Analyse, formulation, évaluation et suivi des politiques économiques et sociales
- Planification Economique, Sociale et Spatiale

Etudes Sectorielles :

- Secteur Primaire (agriculture, élevage, pêche, hydraulique rurale et agricole)
- Secteur Secondaire (industrie, mines, énergie, artisanat)
- Secteur Tertiaire (transports, banque et assurance, autres services)
- Secteur Quaternaire (hydraulique urbaine et assainissement, développement humain...)

Etudes Urbaines :

Cartographie

Mise en place de Système d'Information Géographique (**SIG**)

Analyse Spatiale

Projets de développement :

- Identification et formulation de projets
- Etudes de faisabilité
- Evaluation financière et économique
- Etudes d'impact
- Contrôle et suivi des travaux et chantiers
- Suivi, évaluation à mi-parcours et évaluation finale

Formation :

- Organisation de séminaires spécialisés
- Formation de formateurs
- Elaboration de programmes de formation.

Enquêtes :

Mise à disposition d'experts et de personnels qualifiés :

1.4. Domaines couverts par les publications des collaborateurs internes

1.4.1. Planification économique, sociale et spatiale

Elaboration et mise en oeuvre du Plan National d'Aménagement du Territoire (PNAT) 1992
 " Développement Rural Intégré : Agriculture et Foresterie "
 Contrat de consultation n°91-08-161 du 1/07/91

Elaboration et mise en oeuvre du Plan National d'Aménagement du Territoire (PNAT) 1993
 " Etude des secteurs économiques et socio-culturels ".
 Contrat de consultation n°93-17 du 10/02/93

Elaboration du Plan Directeur de Développement Intégré du Département de Thiès.
 PREVINOBA Financement FAO. 1995
 En collaboration

Problématique de l'investissement et mise en oeuvre du Plan National d'Aménagement du Territoire " PNAT " Financement BCI-ETAT. 1999-2000
 -Loi d'Orientation sur l'aménagement du territoire
 -Contrats-Plans Etat/Région
 -Fonds d'Impulsion de l'Aménagement du Territoire (FIAT)
 -Projet d'appui institutionnel de la DAT
 En collaboration

Place et rôle du Sénégal dans le processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest.
EMAP. Sarl . Financement BACC/Coopération Canadienne avril 2001.

Analyse du budget de fonctionnement du Gouvernement 2000-2001 et du PTIP des périodes
2000-2002 et 2001-2003. EMAP. Sarl . Financement BACC/Coopération Canadienne avril
2001.

1.4.2. Population et démographie :

Valeur économique des enfants: incidence du revenu sur la fécondité.
SEN 89/PO1 Financement FNUAP. 1989
En collaboration

Impact de la dévaluation sur le niveau de vie des ménages au Sénégal.
Financement ACDI.
En collaboration

Etude de l'initiative 20-20 comme option stratégique de développement. Financement
PNUD-UNICEF. 1999-2000. Programme Elargi de Lutte Contre la Pauvreté-Direction de la
Planification.

Analyse de situation : la femme et de l'enfant au Sénégal. UNICEF 2000.
Coordination

1.4.3. Formulation, évaluation, gestion, suivi de projets et programmes

Evaluation des besoins de formation en analyse des politiques agricoles et alimentaires au
Sénégal.

"Contribution à la préparation d'un projet régional de formation à l'analyse des politiques
agricoles et alimentaires en Afrique au sud du Sahara".
consultation FAPAA/ FAO. 1991.
En collaboration

Etude de factibilité du Projet Agro-Pastoral Intégré (PAPI) phase 2. SODAGRI. 1993

Formulation du Programme National de Renforcement des Capacités de Planification et de
Gestion de l'Economie (PNRCGE).

Programme Cadre III. SEN 92/015 PNUD. 1996
Coordination technique

Evaluation financière des actions du Programme National de Lutte contre la Pauvreté au
Sénégal (PNLPS). 1998
Tome1 Rapport principal, Tome 2 annexes, Tome 3 base de données et logiciel.
Coordination technique
Contrat de consultation n°98-91-40620 du 06/03/1998. PNUD/OPS.

Formulation du Programme d'Appui du PNUD au Programme National de Gouvernance au
Sénégal 1998-99
En collaboration

Etude de factibilité de la minoterie du BAOL. 1999 projet privé

Evaluation à mi-parcours du projet GTZ « conseiller technique au MEFP » février-mars 2000

Consultant national

Evaluation du programme de Pays du PAM. Mars 2000
Consultant national : volets en charge Programme de nutrition communautaire et Le Programme de Sécurité Alimentaire.

Evaluation du Programme Elargi de Lutte Contre la Pauvreté (PELCP)-PNUD mai 2000.
Consultant national principal

Evaluation du Cadre de Coopération de Pays (CCP). PNUD-GOUVERNEMENT DU SENEGAL. Mai-juin 2000-08-16
Consultant national

Etude de factibilité d'un projet de renforcement des infrastructures et équipements pastoraux « PRIEP ». Financement F.D. L / Canada- Ministère de l'Elevage. 2000

Formulation d'un projet de renforcement de capacités des acteurs de l'interface Secteur Public/Secteur Privé/Société civile. UPE-ACBF Harare. Septembre 2000

Étude des mécanismes de mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté. Octobre 2001. Financement Union Européenne

Évaluation du programme national de renforcement des capacités de gestion économique et sociale. PIRSP. Financement UPE-ACBF. Octobre 2001-11-09

Évaluation du programme agricole : volet phosphatage de fond et protection des végétaux. Février 2002. BCI-ETAT.

Evaluation externe du programme de promotion des céréales locales (PPCL) Union européenne. Mai 2002.

Elaboration d'un manuel d mise en œuvre du programme de renforcement de la nutrition (PRN) .Financement Banque Mondiale Mai-Juin 2002.

1.4.4 Outils de planification économique et financière

Guide d'évaluation des projets productifs au Sénégal. Editions Karthala 1989
En collaboration

Logiciel d'évaluation des projets productifs "EVA". 1990-91
En collaboration

Evaluation des projets. Editions ORBITER 1997.
consultation ONUDI US/INT/87/285/11-55/J14101 du 3 juillet 1989.
En collaboration

1.4.5 Développement Rural (agriculture, foresterie, élevage...)

Thèse de Doctorat de 3ème cycle
Statut foncier et gestion des terres agricoles au Sénégal. Faculté de Droit et des Sciences Economiques. Université de Montpellier I. juillet 1985.

Présélection d'opérations à financer dans les départements de Dagana et Matam. 1995

Audit des primes d'incitation versées aux agents de la DISEM. Financement PA/CNIA-Union Européenne. Mars 2000

Elaboration du Plan d'Aménagement et de Gestion de terroirs (PAGT) de la communauté rurale de Latmingué Financement PAGERNA juin 2001. EMAP.Sarl

Elaboration du Plan d'Aménagement et de Gestion de terroirs (PAGT) de la communauté rurale de Keur Baka Financement PAGERNA juin 2001. EMAP.Sarl

Elaboration du Plan d'Aménagement et de Gestion de terroirs (PAGT) de la communauté rurale de Thiaré Financement PAGERNA juin 2001. EMAP.Sarl

Elaboration du Plan d'Aménagement et de Gestion de terroirs (PAGT) de la communauté rurale de Mabo Financement PAGERNA septembre 2001. EMAP.Sarl

Elaboration du Plan d'Aménagement et de Gestion de terroirs (PAGT) de la communauté rurale de Dya Financement PAGERNA Avril- mai -juin 2002.
Emap.Sarl.

Elaboration du Plan d'Aménagement et de Gestion de terroirs (PAGT) de la communauté rurale de NDIEBEL Financement PAGERNA Avril- mai -juin 2002.
Emap.Sarl.

Elaboration du Plan d'Aménagement et de Gestion de terroirs (PAGT) de la communauté rurale de Mbar Financement PAGERNA Avril- mai -juin 2002.
Emap.Sarl.

Elaboration du Plan d'Aménagement et de Gestion de terroirs (PAGT) de la communauté rurale de Colobane Financement PAGERNA Avril- mai -juin 2002.
Emap.Sarl.

Elaboration du Plan d'Aménagement et de Gestion de terroirs (PAGT) de la communauté rurale de Malem Hoddar Financement PAGERNA Avril- mai -juin 2002.
EMAP.Sarl.

1.4.6. Formation

- Mise à niveau des cadres du MPC et des ministères techniques, des entreprises publiques et des organismes de formation sur l'évaluation des projets par la méthode des effets. Saly Portudal du 15 au 19 avril 1987 du 15 au 19 décembre 1987
En collaboration

- Mise à niveau des chefs de Service Régionaux de la Planification et des cadres de la Direction de la Planification sur la préparation, l'évaluation, la programmation et le suivi des projets. Projet SEN / 87010 PNUD.CESAG du 25 au 27 juillet 1990.
En collaboration

- Formation permanente " la maîtrise des projets d'aménagement urbain " Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat. Fonds d'Aide et de Coopération (F.A.C). Banque Mondiale (PGDU). ENEA du 13 au 23 mai 1991. Dakar
En collaboration.

- Formation des agents de la Direction du Bien-Etre Familial -DBEF- " Ministère de la Famille, de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale -MFASSN- 1998-1999

- cadre logique
- élaboration des plans de travail des divisions et des bureaux
- formulation de projets

- Formation des agents bénévoles de SIDA –SERVICE aux techniques d'évaluation appliquées aux programmes de lutte contre le SIDA. Financement Catholic Relief Service (CRS) . 2000

- Formation des agents du projet AFDS « Agence du Fonds de Développement Social » aux techniques de planification des projets. Saly Portudal. Août 2001.

2. CURRICULUM VITAE RESUME DES MEMBRES DU CABINET

Fonctions : Economiste - Directeur du Cabinet EMAP
**et responsable du Département Formulation, évaluation,
gestion, suivi de projets et programmes**

Etat Civil :

Nom	NDIAYE
Prénom	Amacodou
Date et lieu de naissance	12/09/1956 à Dakar, Sénégal
Situation de famille	Marié et père de deux (2) enfants
Langues	français (lu, parlé, écrit) anglais (lu, parlé : peu, écrit : peu)

FORMATION ET GRADE UNIVERSITAIRE :

1985 Docteur de 3^{ème} cycle en économie
Spécialité : Economie rurale et agro-alimentaire
Faculté de Droit et des Sciences Economiques de l'Université de Montpellier I FRANCE

DOMAINES DE COMPETENCE :

- Economie rurale
- Economie agro-alimentaire
- Economie du développement
- Formulation des politiques sectorielles
- Formulation des projets et programmes
- Evaluation de projet et programmes
- Planification économique et spatiale
- Renforcement des capacités
- Gestion des investissements publics
- Management des projets
- Financement du développement
- Formation

AUTRES CONNAISSANCES PRATIQUES :

Informatique :

Traitement de textes	WORKS, WP, WINWORD
Tableurs	LOTUS, QUATTRO, EXCEL
Evaluation de projets	EVA
Programmation et suivi des projets	SPP, BPR
Etude juridiques :	
Niveau année de Licence en Droit Public	

Fonctions au sein du bureau : Chef du département Aide à la décision, calcul économique Systèmes d'informations

Etat civil :

Nom	NDIR
Prénom	Babacar
Date et lieu de naissance	19 septembre 1960 à Dakar (Sénégal)
Nationalité	Sénégalaise
Situation de famille	<u>Marié et père de deux enfants</u>

Formation :

Juillet 1989	Diplôme d'Etude Approfondie en Mathématiques Appliquées aux Sciences Economiques (MASE), Université Paris- Dauphine, Paris, France. Diplôme de Statisticien Economiste, Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique(ENSAE), Malakoff, France.
Juillet 1985	Maîtrise de Math Appliquées (mention Très Bien), Université de Dakar, Dakar, Sénégal.
Juillet 1981	BAC C - (mention Assez bien), lycée Van Vollenhoven, Dakar, Sénégal

Autres Formations :

- Formation en gestion de projets appliquée aux projets d'études
Ce stage a porté sur les techniques de conception et de gestion de projets d'études ayant pour but de définir des programmes de politiques ou d'investissements opérationnels à soumettre aux autorités sénégalaises. La formation en gestion de projets par objectif et en gestion de projets d'enquêtes a été intégrée à ce stage
- Formation à l'utilisation d'un système d'information géographique
Stage de sensibilisation à la problématique de l'utilisation du SIG dans un contexte où la production des bases de données engendre des coûts souvent imposants. Le stage a traité des facteurs qui conditionnent l'implantation de tels systèmes dans les institutions et leur utilisation efficace. Démonstration a été faite, par ailleurs, de l'intérêt que représente cette technologie en matière de gestion des ressources et de l'espace.
- Analyse et formulation de politiques
Cette formation a porté sur les techniques d'analyse et de formulation de politiques de manière à rendre opérationnelles diverses leçons tirées d'études socio-économiques menées dans le cadre de la Dimension sociale de l'ajustement. Elle a revêtu un caractère pratique et a été réinvestie sur le tas dans la rédaction de la version finale du Programme National de Lutte contre la Pauvreté (PNLP) du Sénégal.

Connaissance des langues :

Langue maternelle	wolof
:	
Autres langues :	
Français	lu, écrit et compris (sans difficulté aucune) et parlé (couramment).
Anglais	lu et écrit (niveau moyen), parlé difficilement
Arabe	lu et écrit (niveau moyen)

Connaissances en Informatique :

Bonnes connaissances en informatique	Lotus 123, Framwork II et III, Dbase III+ et IV, Basic, Pascal, SAS, SPSS, Statgraphics, Havard Graphics, Flow Charting II+, MS Word, MS Excel, MS Access, MS Project, Works, WordStar, WordPerfect, Lotus Ami Pro, Norton Commander, Pctools, Peshell, Windows, DOS
--------------------------------------	--

J'ai la capacité à réaliser de façon autonome (sans recours obligé à un informaticien) les traitements classiquement utiles en milieu professionnel : élaborer des modèles de simulation et des outils d'aide à la décision, interroger un système d'informations et utiliser les ressources d'un système informatique.

Fonctions au sein du cabinet : Expert « environnementaliste »

ETAT - CIVIL

Nom : *NIANE*
Prénom : *AMADOU MACTAR*
Date et lieu de naissance : 10 octobre 1972 à Fatick
Situation matrimoniale : Célibataire – Sans enfant

FORMATION SECONDAIRE

- 1994 Bac D Lycée Coumba Ndoffène Diouf de Fatick
- 1990 DFEM Lycée Coumba Ndoffène Diouf de Fatick

FORMATION SUPERIEURE

- 1995 DUES I en Sciences Naturelles Faculté des sciences et techniques Université Cheikh Anta Diop – Dakar
- 1997 DUES II en Sciences Naturelles Faculté des sciences et techniques Université Cheikh Anta Diop – Dakar
- 1998 Licence en Sciences Naturelles Faculté des sciences et techniques Université Cheikh Anta Diop – Dakar
- 2000 Maîtrise en Sciences Naturelles Faculté des sciences et techniques Université Cheikh Anta Diop – Dakar
- 2000- DESS en Agroenvironnement « Protection de l'Environnement et Amélioration des Systèmes Agraires Sahéliens » Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture (CRESA) de Niamey – Niger
2002 Université Abdou Moumouni - Niamey

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

Un stage de 6 mois (juillet 2001 à janvier 2002) à l'UICN (Union Mondiale pour la Nature) Sénégal.

Thème : « Caractérisation d'un parc agroforestier à *Detarium senegalense* et à *Neocarya macrophylla* dans le terroir de Diogane (Deltat du Saloum, Sénégal) ».

- Juin 2002 Elaboration d'un plan d'Aménagement de la communauté rural de Malem Hoddar avec EMAP (Etude de Management de Projets). financement PAGERNA (GTZ)

**Fonctions au sein du cabinet : Chef du département Développement Urbain, Rural,
Infrastructures, Aménagement**

ETAT - CIVIL

NOM :	NDIAYE
Prénom :	Mamadou
Date et Lieu de Naissance :	22/03/1954 à Fatick. Sénégal.
Situation de famille :	Marié et père de quatre (4) enfants
Langues :	français (lu, parlé, écrit) anglais (lu, parlé : peu. écrit :peu)

FORMATION :

- Etudes secondaires au Lycée Gaston Berger de Kaolack
- Baccalauréat Série D (1975)
- Diplôme d'Ingénieur des Travaux Agricoles (ENCR de Bambey 1977)
- Diplôme d'Ingénieur d'Agronomie Tropicale (ESAT, Montpellier. 1983)
- Diplôme de Spécialisation Post Universitaire en Agronomie des Régions Chaudes (GERDAT-IFARC. 1983)

DOMAINE DE COMPETENCE

Systèmes agraires. système de production. système de culture
Méthodes participatives
Formulation de projets et de programmes
Expérimentation agronomique
Transfert de technologie
Evaluation et suivi de projets
Financement micro-entreprises et micro-réalisations en milieu rural
Formation

AUTRES CONNAISSANCES PRATIQUES :

Informatique :

Traitement de textes	WINWORD
Tableur	EXCEL
Statistique	STAT-ITCF

**Fonctions au sein du cabinet : Chef du département Formation de formateurs,
formations spécialisées, formations à la carte, I.E.C**

Etat Civil :

Nom : DIOUF
Prénom : Seynabou
Date et lieu de naissance : 23 Août 1971 à Fatick
Situation de famille : Mariée

Etudes :

- Primaires et Secondaires :

Octobre 1977 à Juin 1983 : Immaculée Conception de Fatick (CEPE)

Octobre 1983 à Juin 1987 : Collège du Sine Fatick (BFEM)

Octobre 1987 à Juin 1991 : Lycée Coumba Ndoffène DIOUF de Fatick (BAC série C)

- Supérieures :

Octobre 1991 à Juillet 1997 : UCAD, Faculté des Sciences Economique et de Gestion .
Option : Gestion des Entreprises : Maîtrise en Gestion.

Octobre 97 à Juillet 1998 : Faculté des Sciences et Techniques : Institut des Sciences de
l'Environnement. Attestation d'Etudes Approfondies.

Octobre 1998 : I.S.E. pour obtention Diplôme d'Etudes Approfondies en Economie de
l'Environnement.

Consultations effectuées :

Etude initiative 20-20 comme option stratégique de développement . Cabinet EMAP. Financement PNUD-UNICEF 1999-
2000

Secteur étudié : l'hydraulique et l'assainissement

Suivi de l'exécution du BCI 1999 . Ministère de l'Economie et des Finances /Direction de la Coopération Economique et
Financière. Cabinet EMAP

- projets suivis éducation, développement social, hydraulique urbaine, urbanisme et habitat

Suivi de l'exécution du BCI 1998 . Ministère de l'Economie et des Finances et du Plan /Direction de la Coopération
Economique et Financière. Cabinet PIN

- projets suivis : développement social

Etude de marché et calcul des niveaux de rentabilité du projet de renforcement des infrastructures et équipements pastoraux
(PRIEP) Cabinet EMAP. Financement PNUD et UNICEF. Août 2000

Elaboration des Plans d'Aménagement et de Gestion de Terroirs (PAGT) des communautés rurales de Latmingué. Keur Baka
et Thiaré. Juin et juillet 2001.

Langues :

Parlée : Français

Lues et écrites : Français, Anglais, Espagnol

Connaissances en informatique :

- Dos . word. excel. lotus. d base. d basic

Fonctions au sein du cabinet : Juriste - Expert en Décentralisation

Etat Civil :

Nom : NDIAYE
Prénom : Diène
Date et lieu de naissance : 08 août 1960 à Fatick

Etudes :

Diplômes	Années	Etablissements
DESS en administration des collectivités locales	1997	Université Cheikh Anta DIOP
D.E.A. science politique	1996	UCAD
Maîtrise droit public	1996	UCAD
Licence droit public	1995	UCAD
Maîtrise droit privé	1992	UCAD
Licence droit privé	1990	UCAD
Bac A3	1982	Collège Pie XII, Kaolack

Consultations effectuées :

Audit des primes d'incitation de la DISEM . Cabinet EMAP. Financement CNIA/UE 2000

Suivi de l'exécution du BCI 1999 . Ministère de l'Economie et des Finances /Direction de la Coopération Economique et Financière. Cabinet EMAP

- projets suivis : secteur 47 équipements administratifs

Suivi de l'exécution du BCI 1998 . Ministère de l'Economie et des Finances et du Plan /Direction de la Coopération Economique et Financière. Cabinet PIN

- projets suivis : secteur 47 équipements administratifs

Etude du cadre institutionnel du projet de renforcement des infrastructures et équipements pastoraux (PRIEP) Cabinet EMAP. Financement PNUD et UNICEF.

Elaboration des Plans d'Aménagement et de Gestion de Terroirs (PAGT) des communautés rurales de Latmingué, Keur Baka et Thiaré. Juin et juillet 2001.

Fonction au sein du cabinet : Analyste de projets

Etat Civil :

NOM : SOUARE EPOUSE NDIAYE
PRENOMS : MARIAMA KESSO
DATE DE NAISSANCE : 10 NOVEMBRE 1959
LIEU DE NAISSANCE : DAKAR
NATIONALITE : SENEGALAISE
PROFESSION : ECONOMISTE/PLANIFICATEUR
SITUATION MATRIMONIALE : MARIEE

FORMATIONS

- 24 au 26 Mai 1997 : Séminaire de formation sur la Méthode Active de Recherche Participative à l'ENEA Dakar
- 18 mai au 11 juillet 1993 : Certificat de participation au Stage de Formation sur « LE DEVELOPPEMENT URBAIN » à Tokyo International Center 2 – 49 – 5 NISHIHARA SHIBUYA-KU TOKYO 151. JAPAN.
- 11 au 24 janvier 1993 : Certificat de participation au Stage de formation sur « l'Identification, la Préparation, l'Élaboration et l'Évaluation des projets » à Bamako (MALI).
- Juillet 1990 : Séminaire sur les Instruments d'Analyse et de Prévision dans le domaine Social.
- Février/mars 1990 : Atelier de réflexion sur les soins de santé primaires.
- Octobre 1988 : Séminaire de formation sur le guide d'évaluation des projets productifs.
- Avril 1987 : Séminaire sur l'évaluation des projets par la méthode des effets.
- Décembre 1986 : Séminaire sur « l'Urbanisation et Santé dans les villes du Tiers Monde ».

DIPLOMES OBTENUS

- Année académique 1991/92 : Certificat de participation au programme de Spécialisation (trois mois) sur « le Développement Industriel en Afrique » avec un rapport de recherche sur « le rôle des zones franches dans le processus de développement industriel : cas de la Zone Franche Industrielle de Dakar » Institut Africain de Développement Économique et de Planification (IDEP).
- Année académique 1990/91 : Diplôme Post Universitaire sur « le Développement Économique et de Planification à l'IDEP.
- 1985 : Maîtrise es Sciences Économiques option Planification : Faculté des Sciences Juridiques et Économiques Université de Dakar.
- 1979 : Baccalauréat série D
- 1976 : BEPC

4. QUELQUES REALISATIONS RECENTES DU CABINET ET OU DE SES MEMBRES

République du Sénégal
UN Peuple – Un But – Une Foi

République Fédérale
d'Allemagne

Deutsche Gesellschaft für technisch
Zusammenarbeit (GTZ)

Projet « Conseiller technique au MEFT »

**Evaluation à mi – parcours du projet GTZ
« conseiller technique au MEFT »**

Février – mars 2000

Jean Mulot : chef de mission

Amacodou Ndiaye : consultant national (Directeur du cabinet EMAP . Sarl

République du Sénégal
UN Peuple – Un But – Une Foi

Programme Alimentaire
Mondial

P.A.M

**Evaluation à mi – parcours du programme de pays du
PAM.**

Mars 2000

Roger Demoitié : chef de mission

René Grojean : consultant chargé des volets foresterie et cantines scolaires

Amacodou Ndiaye : consultant chargé du programme de nutrition communautaire et du programme Spécial de sécurité Alimentaire .(Directeur du cabinet EMAP. Sarl)

**PROGRAMME D'APPUI INSTITUTIONNEL AU COMITE NATIONAL
INTERPROFESSIONNEL DE L'ARACHIDE
(PA-CNIA)**

**Audit des Primes d'Incitation
versées aux Agents de la
DISEM**

Rapport Final

Avril 2000

Cabinet EMAP. Sarl « Etudes et Management de Projets ».
68 avenue du Président Lamine Guèye x Laperine. BP: 22474 Dk Ponty. Email : emap@sentoo.sn
Téléphone & Fax : (221) 864 01 03. RC : 99.B.633 NINEA : 0332891

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

MISSION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN
NATIONAL D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
ET LA PROBLEMATIQUE DE
L'INVESTISSEMENT

RAPPORT FINAL
(VERSION DEFINITIVE)

21 AVRIL 2000

DOCUMENT PREPARE PAR LE GROUPEMENT DE BUREAUX D'ETUDES

B.C.E.P.

P.I.N.

E.M.A.P.

CONSULTANTS

78, rue Moussé DIOP - Tél/Fax 823.45.46 - B.P. 22.224 - DAKAR (Sénégal)

Document de la Revue du
Cadre de Coopération de Pays
(1997-2001) entre le PNUD et le Sénégal

Christian BONIFAS, Chef de mission
▶ *Amacodou NDIAYE*
Mamadou Lamothe MBAYE

26 Mai 2000

Evaluation en profondeur du
Programme Elargi de Lutte contre la Pauvreté
(PELCP)

Rapport définitif de la mission

(28 Mai 2000)

Composition de la mission :

- Christian BONIFAS, chef de mission***
- ▶ ***Amacodou NDIAYE, consultant national principal***
- Ibrahima DIA***
- Abdou Salam FALL***
- Oumou Khaïry NIANG***
- Pape Touty SOW***

République du Sénégal

Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
Direction de l'Elevage

A.C.D.I
Agence Canadienne
pour le Développement International
Fonds de Développement Local (FDL)

**Projet de Renforcement
des Infrastructures et Equipements
Pastoraux**

P.R.I.E.P

Rapport final

JUIN 2000

Cabinet EMAP.Sarl « Etudes et Management de Projets »
G-22 Rond Point Jet d'Eau Sicap Liberté 3. BP 22.474 Dk-Ponty. Email : emap@sentoo.sn
Téléphone & Fax : (221) 864 01 03 RC : 99.B.633 NINEA : 0332891

ACBF
African Capacity Building
Foundation
Harare – Zimbabwe.

PROJET DE

RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS DE L'INTERFACE SECTEUR PUBLIC/SECTEUR PRIVE/SOCIETE CIVILE AU SENEGAL

Document Final

Septembre 2000

Consultant :

► **Amacodou NDIAYE**

BP : 22474 Dk-Ponty. Email : emap@sentoo.sn Tel & Fax : (221) 864 01 03